

« L'UKRAINE »

Table ronde du lundi 14 septembre 2015

Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	7
« <i>Deux nationalités pour un seul passé et deux futurs</i> » par M. Georges Nivat, professeur honoraire à l'université de Genève, slaviste et historien des idées, auteur de « <i>Les Trois Âges russes</i> » (Fayard : 2015)	8
« <i>Les crises ukrainiennes</i> » par M. Serge Sur, professeur émérite à l'Université Panthéon-Assas, directeur de <i>l'Annuaire Français de Relations Internationales (AFRI)</i> , rédacteur en chef de <i>Questions internationales</i>	16
« <i>L'intervention russe en Ukraine : mobiles, contraintes et solutions</i> » par M. Claude Blanchemaison, ambassadeur de France en Russie de 2000 à 2003	26
« <i>Des responsabilités partagées</i> » par M. Alexandre Adler, historien et journaliste, spécialiste des relations internationales, auteur de « <i>Le Roman du siècle rouge</i> », avec Vladimir Fédorovski (Le Rocher : 2012)	32
Tour de table conduit par M. Jean-Pierre Chevènement	42
avec les interventions de	
➤ M. Alain Dejammet, ambassadeur de France, ancien ambassadeur de France à l'ONU, président du conseil scientifique de la Fondation Res Publica ..	45
➤ M. Jean de Gliniasty, ambassadeur de France en Russie de 2009 à 2013..	47
➤ Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économique, membre du Conseil scientifique de Per Publica	50
➤ M. Francis Gutmann, ambassadeur de France, ancien Secrétaire Général du Quai d'Orsay, ancien président de Gaz de France puis de l'Institut Français du Pétrole	52
➤ M. Anton Prohaska, diplomate autrichien, ambassadeur à Paris de 2002 à 2007.....	53

Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

Nous allons ouvrir les travaux de cette table ronde consacrée à l'Ukraine, un pays qui fait beaucoup parler de lui mais qu'on connaît assez mal.

Quel est l'objet ainsi désigné ?

Nous allons lancer le débat avec des intervenants tout à fait prestigieux :

M. Georges Nivat, que chacun connaît comme un de nos très grands russisants, professeur honoraire à l'université de Genève, historien des idées, dont je recommande le dernier ouvrage « *Les trois âges russes*¹ ».

M. Serge Sur, professeur émérite à l'université Panthéon-Assas, directeur de l'*Annuaire Français de Relations Internationales (AFRI)* et rédacteur en chef de *Questions internationales*. Tout le monde connaît le professeur Sur que nous avons déjà eu l'occasion d'entendre à quelques reprises².

M. l'ambassadeur de France en Russie de 2000 à 2003, M. Claude Blanchemaison.

M. Alexandre Adler, historien et journaliste, spécialiste des relations internationales, auteur avec Fédorovski d'un livre passionnant, « *Le roman du siècle rouge* »³, que j'ai lu avec beaucoup d'intérêt parce qu'il permet de resituer beaucoup de choses qu'on croit savoir et qui prennent signification dans cet ouvrage.

J'interviendrai ensuite pour faire rebondir la conversation avec les nombreux et éminents spécialistes présents dans cette salle, que je ne veux surtout pas citer car j'en oublierais.

Je me tourne vers le professeur Nivat pour lui demander de nous parler de l'Ukraine.

Qu'est-ce que c'est que l'Ukraine, Monsieur le professeur ?

¹ « *Les trois âges russes* », Georges Nivat, éd. Fayard, février 2015.

² *La construction européenne a transformé l'histoire*, intervention de M. Serge Sur, à la table-ronde « *L'Europe sortie de l'histoire ? Réponses* » du lundi 20 janvier 2014.

Jean Renoir et Pascal Bonitzer : entre récit et métaphores, intervention de Serge Sur au colloque « *La société française au miroir de son cinéma* » du 20 juin 2011

³ « *Le roman du siècle rouge* », Alexandre Adler et Vladimir Fédorovski, Les Éditions du Rocher, 2012.

Deux nationalités pour un seul passé et deux futurs

Je vous remercie beaucoup, Monsieur le président, de me faire prendre part à cette discussion.

Vous m'avez présenté comme « russisant ». Tout est dit dans le mot : nous avons peu d'ukrainisants en France bien qu'existent des Études ukrainiennes à l'École nationale des Langues orientales vivantes et en dépit du fait que mon ancien professeur, maître et ami, Pierre Pascal, connaissait de l'ukrainien et se rendait à la paroisse ukrainienne au moins une fois par an. Mais, d'une façon générale, l'historiographie ukrainienne est très maigre et qui veut se renseigner dispose de très peu d'instruments. Je note que Wikipédia a retiré un très grand nombre d'articles du fait que leurs auteurs guerroyaient entre eux de façon insupportable. Parmi les ouvrages récents, seul le petit livre de Mikola Riabtchouk est vraiment instructif, mais il porte sur la période récente. La réédition d'un ouvrage ancien du directeur des Théâtres impériaux, niant toute existence vraiment autonome à l'Ukraine, est particulièrement malheureuse.

L'objet Ukraine est très mal délimité dans l'espace et dans le temps.

L'espace est celui de l'Ukraine du pacte Molotov-Ribbentrop (août 1939). Jamais l'Ukraine n'avait englobé tout ce territoire. Elle avait été confinée aux rives du Dniepr, la rive gauche pour ce qui est de la « *sitch* », ou république des Cosaques.

Le temps, selon une histoire de l'Ukraine par les Ukrainiens, remonte à 1500 ans (cela fait penser aux histoires soviétiques de l'URSS qui englobaient toutes les républiques soviétiques, donc l'histoire de la steppe et celle de l'Asie centrale). Plus près de nous, notons l'apparition de l'Ukraine au XVII^{ème} siècle, la façon dont elle s'est ralliée pour moitié au Tsar de Russie (Alexis I^{er} Mikhaïlovitch), sa disparition, sa provincialisation, sa réapparition en tant que foyer de séparatisme plus ou moins intense (fin XIX^{ème} début XX^{ème} siècle), puis la Première république ukrainienne suivie d'une guerre civile extrêmement complexe dans les années 1917 à 1923... Le premier président, Mykhaïlo Hrouchevsky, était d'ailleurs à la fois un homme politique et un historien, historien mal vu par les historiens russes et considéré en général comme partiel et partial.

Donc l'objet Ukraine en lui-même est difficile à percevoir.

Un des premiers historiens fut Nikolaï (Mikola) Kostomarov, de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, auteur d'une œuvre considérable et fort intéressante sur la Russie comme sur l'Ukraine. En ce qui concerne l'Ukraine, je voudrais citer

son texte intitulé : « Deux nationalités russes » (*Dve narodnosti*, 1861) dans lequel il écrit que les Slaves de l'est sont formés de deux nationalités. Il emploie le terme « *narodnost'* » et non « *narod* » qui désigne le peuple. « *narodnost'* » est le terme qu'utilisait le comte Ouvarov⁴ sous Nicolas I^{er} pour désigner ce qu'était la Russie : « Autocratie, Orthodoxie et *Narodnost'* », c'est-à-dire le caractère populaire et national (impossible à traduire par un seul terme en français). Soit dit en passant, Kostomarov situe les Biélorusses tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. C'est contestable car en un certain sens la Biélorussie est plus ancienne que l'Ukraine.

Ainsi selon Kostomarov, deux nationalités se partagent les Slaves de l'est :

L'une est l'ukrainienne, celle de Kiev et de Novgorod : l'auteur insiste en effet sur le rôle que les gens de Kiev ont joué dans la fondation et le maintien de Novgorod en tant que république (elle fut liquidée par Ivan le terrible qui massacra sa population). Sa thèse est que cette nationalité « ukrainienne », ou « grand ukrainienne » est attachée à la démocratie, au *liberum veto*⁵ tel qu'il se pratiquait dans la Res Publica polonaise et sa Diète.

De l'autre côté, la Grande Russie, celle de Vladimir-Moscou, est attachée à un principe différent, le maintien de son intégrité qui ne peut se faire que par un pouvoir fort.

Autre considération : la difficulté du partage d'histoire entre la Russie et l'Ukraine. C'est fondamental.

La mère des villes russes est Kiev ; la mère des monastères russes est la Laure des Grottes de Kiev où les Russes pieux continuent aujourd'hui à se rendre en pèlerinage. Vladimir⁶ a fondé en quelque sorte cette sainte Russie, désignée par *Rus'* quand il s'agit de la Russie ancienne médiévale et par *Rossia* quand on évoque la Russie nouvelle. Tous les ouvrages ukrainiens nomment Volodymyr le fondateur de la *Rus'* tandis que les Russes l'appellent Vladimir. Cette désignation différenciée est éloquente.

La coupure du joug tatar dura plus de deux siècles et toute l'historiographie russe tendit à démontrer et enseigner aux sujets de l'Empire, puis aux Soviétiques la continuité entre « *Rus'* » et « *Rossia* » – avec translation de pouvoir et de capitale

⁴ Le comte Ouvarov (1786 –1855), diplomate et homme politique russe, fut ministre de l'Instruction publique de 1833 à 1849, président de l'Académie impériale des sciences de Saint-Pétersbourg et membre du Conseil d'État.

⁵ Le *liberum veto* - littéralement «j'interdis librement» - est un principe constitutionnel inventé par la Diète polonaise en 1652 suivant lequel toutes les décisions de la Diète, l'assemblée chargée entre autres d'élire le souverain, doivent être adoptées à l'unanimité.

⁶ Vladimir le Grand (dit aussi «Vladimir-Soleil Rouge » ou encore saint Vladimir), est un grand-prince de la Rus' de Kiev, de la dynastie scandinave des Rurikides, il régna de 980 à 1015.

entre Kiev et Moscou d'une part, puis entre Vladimir et Souzdal⁷. C'est ce que j'avais appris quand j'étudiais l'histoire pour faire ma licence de russe, c'est ce qu'apprennent aujourd'hui tous les écoliers russes comme ils l'apprenaient dans les écoles soviétiques. Mais les historiographes ukrainiens en général sont contre cette vision. Le premier à l'avoir véritablement déclaré est un « eurasien », George Vernardsky, devenu américain, et qui a enseigné à Harvard. L'histoire de la Russie de George Vernardsky donne une importance fondatrice au « joug tatar », au droit coutumier et à tout l'apport de la Horde d'or à la civilisation russe, Horde d'or qui, selon lui, fut à l'origine d'une « deuxième naissance » de la Russie.

Les Eurasiens, groupe de pensée de la fin des années 1920⁸, n'étaient ni pour la Russie blanche ni pour la Russie rouge. Mais ils avaient repris et rénové l'idée selon laquelle les Russes, ni asiatiques ni européens, ont un mode de pensée, un mode d'expression différent des uns comme des autres, d'où le mot « Eurasien ». Parmi les partisans de cette vue des choses, il faut citer le linguiste Nicolaï Troubetskoï et son ami Roman Jakobson, fondateurs du Cercle linguistique de Prague, qui ont eu une période eurasiennne extrêmement active. Roman Jakobson, lorsque je lui rendais visite à Harvard, passait sous silence cet épisode politiquement très incorrect dans une université américaine. Citons encore le prince et critique littéraire Sviatopolk-Mirsky (dont le château est en Biélorussie), ou le philosophe Karsavine, ces deux derniers ont fini au Goulag. Aujourd'hui la formule eurasiennne, par l'intermédiaire de penseurs nationalistes comme Douguine, est entrée dans l'idéologie officielle du président Poutine. L'union Eurasiennne fut imaginée pour faire face à l'Union européenne. Le « Maïdan » et la défection de l'Ukraine ont vidé la formule d'une grande partie de son intérêt géopolitique.

Depuis la chute de la première république ukrainienne, l'historiographie de la diaspora ukrainienne s'est réfugiée au Canada, dans le nord des États-Unis, à Winnipeg, à Harvard où il y avait quand j'y étais – et il y a toujours – de fortes études ukrainiennes. En témoigne l'ouvrage en anglais, « *History of Ukraine* » du professeur de Toronto Paul Robert Magocsi (1984), selon moi la meilleure histoire de l'Ukraine. L'auteur est d'origine « ruthène », et une partie occidentale de l'Ukraine a longtemps été désignée comme la Ruthénie. Une preuve de plus de la difficulté à délimiter l'Ukraine. Son ouvrage très volumineux insiste sur deux points. Le premier est une période que les Ukrainiens appellent « *Ruina* » (du français « ruine »), au XVII^{ème} siècle, quand l'Ukraine de l'époque, l'Ukraine cosaque, l'Ukraine de la rive droite et de la rive gauche du Dniepr, celle des Cosaques Zaporogues, avait perdu son indépendance pendant une sorte de guerre

⁷ Après la chute de Kiev, Souzdal devint le centre religieux de la Russie du Moyen Age. Ses princes, devenus princes de Vladimir puis de Moscou, allaient être les rassembleurs « de toutes les Russies » avant de prendre le titre de tsar.

⁸ En 1921, à Sofia, parut leur premier recueil « *Exode vers l'Orient* », premier manifeste des Eurasiens. Le groupe de penseurs rassemblait linguistes, musicologues, géographes, historiens...

civile entre les Cosaques où les uns étaient pour les Polonais, les autres pour le Tsar de Russie. Ils perdirent à peu près tout, c'est pourquoi ils intitulent cette période « *Ruina* ». De même, on verra un peu plus tard les trois partages de la Pologne, divisée entre l'Empire des Habsbourg et l'Empire russe, qui est déjà l'Empire des Romanov. Naturellement les historiens de la diaspora ukrainienne ont tendance à voir l'arrivée des Bolcheviks comme une « seconde *Ruina* ».

Je dirai un mot de la République cosaque. Objet d'une espèce de mythe à l'époque romantique du XIX^{ème} siècle – où, de l'Ukraine on ne connaissait que Mazepa, au travers des poèmes de Byron⁹ ou Victor Hugo¹⁰, ou de la musique de Liszt¹¹ –, on peut dire qu'elle reprend vie avec l'anarchiste Makhno dans les années 20.

La division de l'Ukraine entre les Polonais et les Russes s'est muée en une division entre les Habsbourg et les Romanov à partir du moment où la Pologne a disparu de la carte. L'irrédentisme, le séparatisme ukrainien était pensé par des historiens pour la plupart établis du côté des Habsbourg. Quelques-uns pourtant étaient du côté des Russes, tel Kostomarov, déjà cité.

À propos du mythe ukrainien, je voudrais évoquer Chevtchenko, fondateur de la poésie ukrainienne avec son grand recueil intitulé le « *Kobzar* »¹². Dans les années 1840, Chevtchenko avait fait partie de la société Cyrille-et-Méthode¹³ dont Kostomarov était l'un des fondateurs. Tous ont été arrêtés. Chevtchenko, qui était serf, subit un sort assez triste. Lui qui était à la fois poète et dessinateur fut condamné à servir comme simple soldat, avec un ordre écrit de Nicolas I^{er} : « Ni papier, ni crayon ». Il dut son salut à l'intelligentsia russe : la mise en jeu dans une loterie d'un portrait du poète russe Vassili Joukovski peint par Briullov (en 1837) permit de racheter le serf Chevtchenko à son propriétaire pour 2 500 roubles. C'est une belle page dans les rapports entre la Russie et les Ukrainiens.

Le patchwork ukrainien explique un part du problème actuel, et en tout cas le ressentiment des Russes, peu aptes à reconnaître l'indépendance politique, culturelle des Ukrainiens.

Les Ukrainiens d'aujourd'hui reconstruisent leur histoire. Je ne parle pas de l'histoire ancienne mais de ce qu'ils appellent leur *Holodomor* (« extermination par la faim ») c'est-à-dire la famine causée par la politique de Staline en 1933. Selon Alexandre Soljenitsine ce n'était pas un *Holodomor* dirigé contre la nation

⁹ *Mazeppa*, poème narratif romantique, écrit par Byron en 1819, est inspiré de la légende populaire d'Ivan Mazepa (1639-1709), un noble ukrainien.

¹⁰ *Mazeppa* (« *Les Orientales* » 1829), Victor Hugo.

¹¹ *Mazeppa*, sixième poème symphonique de Liszt (créé à Weimar en 1854) composé d'après le poème de Victor Hugo.

¹² « *Le Kobzar* » (Le Barde), recueil de poèmes de Taras Chevtchenko publié en 1840.

¹³ La Fraternité Saints-Cyrille-et-Méthode, cercle politique clandestin fondé à Kharkov, qui, à partir de décembre 1845, a influencé la pensée politique ukrainienne et fut démantelée en mars 1847 par la police tsariste.

ukrainienne même si une guerre contre la paysannerie fut menée par l'Union Soviétique, commencée avec Lénine et poursuivie par Staline. De jeunes historiens russes actuels, qui ont travaillé dans les archives, confirment plutôt cette thèse par exemple l'historien Viktor Kondrachine.

La deuxième construction historique actuelle des Ukrainiens est le culte de Stepan Bandera, un des fondateurs du mouvement séparatiste indépendantiste ukrainien, qui avait fomenté l'assassinat d'un ministre polonais¹⁴ dans les années trente et s'était tourné vers les Allemands au moment du Pacte Molotov-Ribbentrop et de l'entrée des Allemands en Ukraine, en particulier à Lvov. Lorsqu'il a créé ce qu'il voulait être une Ukraine indépendante, il a bel et bien été arrêté sous les ordres d'Hitler, mais il fut mis dans une sorte de prison dorée, de façon à ce qu'on puisse l'en extraire si l'on avait besoin de lui. L'engagement de deux divisions ukrainiennes dans l'armée allemande¹⁵ explique en partie la virulente incompréhension qui oppose aujourd'hui les opinions russe et ukrainienne. De nombreux monuments ont été érigés à la gloire de Stepan Bandera, décrété héros de l'Ukraine.

Un mot enfin sur le livre de Timothy Snyder, « *Terres de sang* »¹⁶. Cet historien américain, souvent critiqué par ses pairs, a lancé l'idée qu'il fallait écrire une histoire des massacres de 1921 à la fin de la Deuxième guerre mondiale (bizarrement, il ne part pas du début de la Première guerre mondiale). Ce faisant, il a délimité un objet d'étude nouveau qui ne dépend pas des frontières étatiques. Démarche pertinente car ces frontières ont continuellement changé et il serait artificiel d'écrire une histoire de l'Ukraine, de la Biélorussie ou de la Lituanie, en restant dans leurs frontières actuelles. Sa thèse principale, selon laquelle les deux massacreurs, le bolchevik et le nazi, se sont nourris l'un de l'autre, diffère de la comparaison entre les deux totalitarismes faite depuis Hannah Arendt et que nous trouvons dans des grands romans historiques comme « *Vie et destin* »¹⁷ de Vassili Grossman. Timothy Snyder, en tant qu'historien, a pris parti très violemment pour le côté ukrainien dans la querelle d'aujourd'hui, qui est aussi, hélas, une guerre. Certains de ses textes, surtout son intervention au moment où il a été fait docteur

¹⁴ En avril 1933, Stepan Bandera devint le commandant régional de la zone Ouest de l'organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), réunie à Berlin. Il commença à élaborer un plan pour assassiner le ministre de l'Intérieur polonais Bronisław Pieracki (qui sera tué en 1934 par Hryhorii Matseiko). L'OUN a assassiné au total une soixantaine de personnalités.

¹⁵ En avril 1941 est créée la Légion ukrainienne, composée de 600 bandéristes incorporés dans les unités Roland et *Nachtigall*, de l'armée allemande.

¹⁶ « *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline* » [*Bloodlands : Europe between Hitler and Stalin*], Timothy Snyder (Trad. de l'anglais (États-Unis). Gallimard, 2012.

¹⁷ « *Vie et destin* », Vassili Grossman (Trad. par Alexis Berelowitch), éd. L'Age d'Homme, 2005.

honoris causa de l'académie Mohyla à Kiev, sont à mes yeux trop engagés de la part d'un universitaire.

Je me dois de dire un mot sur la situation actuelle : une guerre entre les Slaves de l'est.

S'agit-il d'une guerre entre ces « deux nations » que l'historien Kostomarov avait tenté de définir au XIX^{ème} siècle ? Naturellement, on peut voir les choses d'un côté comme de l'autre. Je lis un côté et l'autre et j'essaye d'écouter un côté et l'autre.

Par exemple une propagande torrentielle déferle chaque dimanche soir sur la première chaîne russe, conduite par le journaliste Vladimir Soloviov. Je remarque que, depuis quelques mois, il commence à mettre un bémol, ce qui est assez intéressant car cela intervient dans le même temps où le président Poutine est accusé, à mots plus ou moins couverts, de trahison par une partie extrémiste de son opinion. En effet, un certain nombre de nationalistes russes sont partisans non seulement de prendre le Donbass mais d'aller à Kiev. Pour eux la nation ukrainienne n'existe pas, la langue ukrainienne est un dialecte. Sur ce point-là ils profèrent une aberration : la langue ukrainienne existe, comme la langue polonaise, comme la langue tchèque, la langue serbe, la langue bulgare etc. Le fait d'avoir été en partie créée littérairement au 19e siècle, à l'époque du romantisme des langues, n'y change rien. La culture ukrainienne existe même si, provincialisée pendant trois siècles, l'Ukraine n'a pas produit encore de grande culture, comme le fit la Pologne pendant la période de son annihilation sur la carte politique. Un exemple : Nicolas Gogol est ukrainien. Son père écrivait des comédies en ukrainien, jouées en ukrainien au palais des Kotchoubeï, à côté de Dikanka. Mais il a volontairement choisi d'écrire son œuvre en langue russe, alors que Chevtchenko faisait le choix contraire.

Je crains que la politique russe d'aujourd'hui ne crée un abcès à peu près équivalent à celui de la Pologne pour la Russie. La haine entre la Pologne et la Russie dure depuis cinq générations, suite à l'écrasement du soulèvement de 1833 et au nouvel écrasement de 1861, approuvé, je le rappelle, par un certain nombre d'intellectuels russes, et pas des moindres, comme en témoignent les poèmes de Pouchkine... sans parler de Dostoïevski. Inversement, il est bien certain que le culte de Bandera et d'autres aspects du renouveau ukrainien actuel ne passent pas dans une opinion russe qui est probablement à 85 % derrière la politique du président Poutine. Étrangement, le complexe obsidional de la Russie – qui, à mes yeux, fait partie de l'énigme russe – semble reparaître. Le sentiment d'être assiégé, la désignation de l'ennemi américain ressurgissent, ce qu'on n'aurait pas pu imaginer il y a quinze ans. Élément nouveau : l'Europe est aujourd'hui considérée comme un ennemi. Alors que je reste persuadé que l'étape prochaine de l'Europe, ce que j'ai appelé dans un article paru dans le journal *Le Monde* « la troisième

Europe » devra être marquée par l'entrée de l'Ukraine ET de la Russie, sous des formes encore difficiles à prévoir.

On en est loin, puisque la confrontation est aujourd'hui frontale. Frontale mais modérée, car on n'en est pas à la répression que décida Nicolas I^{er}, et qui fut une grave erreur. Les rapports entre les Ukrainiens et les Russes continuent, ne serait-ce qu'à cause des millions de cousins, de frères, qu'ils ont des deux côtés. Mais le Donbass est un abcès qui est probablement en train de fabriquer une nouvelle Ukraine. « Je suis en train de me sentir ukrainien », me dit un ami de Saint-Pétersbourg, qui ne se sentait pas ukrainien jusqu'aux événements récents.

Et nous ? Comment nous sentons-nous face à cette déchirure ? Notre main faussement tendue à l'Ukraine, les tentatives d'amadouer et punir la Russie sans vraiment savoir trancher n'ont guère aidé. Comment se sentir européen alors ?

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur le professeur.

J'aimerais vous poser une question sur un plan historique. Les historiens russes, formés à l'école de Klioutchevski, expliquent que le peuple russe a trois branches (les Ukrainiens, les Grands Russes et les Biélorusses) et qu'en fait c'est la poussée des nomades asiatiques et des Tartares, des Mongols, qui a conduit les Russes de la Russie de Kiev à déplacer leur centre de gravité et leur capitale vers le Nord, plus difficilement accessible aux cavaliers mongols.

En tout cas, Deux versions me frappent : la version, que vous avez rappelée, de Hrouchevsky, qui quand même devient président de la Rada après la chute de la Russie tsariste et – si j'en crois Mme Carrère d'Encausse – à la faveur de la brève influence austro-allemande (1917-1918). Le nationalisme ukrainien est aussi une projection de la victoire temporaire des empires centraux.

Vu de Russie, c'est la même histoire qui recommence. Les Russes considèrent même que les Ukrainiens se sont libérés des Polonais à l'époque du royaume polono-lituanien, pour se jeter dans les bras des Russes derrière leur Hetman en 1654¹⁸.

La vision des historiens russes et celle des historiens formés à l'école de Hrouchevsky sont donc très différentes, même si l'existence d'une littérature ukrainienne avec Chevtchenko est une évidence, au moins au milieu du XIX^{ème} siècle.

¹⁸ Le 27 mars 1654, le tsar Alexis Ier de Russie signait avec Bogdan Khmelnytsky, hetman des Cosaques d'Ukraine, le traité de Pereïaslav qui faisait passer toute la rive gauche du Dniepr sous le protectorat de la Russie.

On peut parler d'un mouvement général d'éveil des nationalités.

Pensez-vous qu'il y a vraiment un peuple ukrainien, formé très tôt, ou sommes-nous en présence d'un phénomène d'ethnogenèse assez récent ?

GEORGES NIVAT

Il ne me semble pas qu'on puisse parler d'un phénomène d'ethnogenèse récent.

Linguistiquement, la division entre ces trois peuples, est très ancienne. Même la république libre princière de Novgorod avait sa propre langue. C'est ce que vient de démontrer dans une œuvre magistrale le linguiste Andreï Zalizniak. C'est très nouveau : mon maître, Pierre Pascal, n'a jamais parlé de la « langue de Novgorod » ! Mais nous avons maintenant la description grammaticale d'une langue : morphologie, syntaxe, etc.

On ne peut pas dire que la Russie est divisée en trois peuples. Je ne pense pas d'ailleurs qu'on trouve cela chez Hrouchevsky. Les Slaves de l'est se sont divisés. Ils ont connu des unions et désunions politiques variées.

Les Tatars étaient installés dans les forêts. La capitale de la Grande Bulgarie, c'est-à-dire de la Horde d'or, la capitale nordique, était près de Kazan dans ce qui est aujourd'hui le Tatarstan, à l'est de Moscou. J'ai tout récemment rendu visite au site de l'ancienne capitale de la Horde d'or, Bolgar. Naturellement, il ne reste pas grand-chose car un État nomade avait pour capitale essentiellement des emplacements de campement. J'observe que le pouvoir local tatar d'aujourd'hui construit, lui aussi, une histoire nationale. Et cette nouvelle capitale historique du Tatarstan est absolument somptueuse et impressionnante, bien qu'entre la Horde d'or d'autrefois et les présidents d'aujourd'hui du Tatarstan il y ait quand même une très grande distance.

Tchernivtsi, berceau de tant d'écrivains européens, en particulier Paul Celan, est totalement non russe. D'ailleurs, une partie de l'Ukraine n'est absolument pas russe. La partie de l'Ukraine décrite par Paradjanov (un Géorgien) dans son film *Les Chevaux de feu*¹⁹, la Russie rouge, la Ruthénie, proche des Hongrois, est totalement différente de la Russie. Galicie et Volhynie ont un passé totalement différent. On y parle mal le russe.

N'oublions pas que de grandes parties de l'Ukraine qui a été soumise à la Russie parlent l'ukrainien. Le plus bel ukrainien, le plus chantant, est parlé dans la région de Poltava.

¹⁹ « *Les Chevaux de feu* », film de fiction soviétique de Sergueï Paradjanov, réalisé en 1964. (Scénario : S. Paradjanov, Ivan Tchendeï d'après le récit, « *Les ombres des ancêtres oubliés* » de Mykhailo Kotsiubynsky)

Je pense donc que l'existence des trois peuples, des trois branches, est surabondamment montrée.

Kostomarov a tort en ramenant les Slaves de l'est à deux branches, à deux nationalités. L'ancien biélorusse était la langue officielle de la Lituanie, avant la double royauté à laquelle vous avez fait allusion, ainsi que le latin. On peut s'amuser à écrire une histoire de la Biélorussie d'un point de vue biélorusse très nationaliste. Cela se fait mais je ne peux pas vous en parler parce que je ne connais pas le biélorusse qui est quand même une langue très différente. Ce n'est pas parce qu'on connaît l'ukrainien et le russe qu'on va lire facilement du biélorusse. Ce n'est pas parce que je connaissais le russe et le polonais que je pouvais lire couramment l'ukrainien considéré souvent, en plaisantant, comme un dialecte ridicule par les Russes. Non, c'est véritablement une autre langue.

À votre question, je crois qu'on doit répondre : il y a trois groupes, trois peuples. Ceci dit, se séparer et créer des États est une autre histoire. L'Europe est faite de nationalités qui n'ont pas eu leur État ou qui attendent leur État.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur le professeur.

Je me tourne maintenant vers Monsieur le professeur Sur pour continuer cette réflexion.

SERGE SUR

Les crises ukrainiennes

Merci, Monsieur le président.

Je dois dire que, à la différence du professeur Nivat, je ne connais pas grand-chose à l'Ukraine. C'est peut-être la raison pour laquelle vous m'avez invité à en parler, afin que j'apporte le point de vue de l'ignorance. À vrai dire, je connais surtout l'Ukraine par les crises qu'elle vient de traverser, qu'elle n'a pas fini de traverser.

Le titre personnel que je peux mentionner, c'est que, dans le cadre du Centre Thucydide²⁰ dont je me suis longtemps occupé, nous avons conduit un projet de

²⁰ Le Centre Thucydide – Analyse et recherche en relations internationales a été établi en 1999, dans le cadre de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2). Il est membre du Pôle

recherche financé par l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR) sur les questions de sécurité dans l'espace Mer Noire²¹, surtout à partir du point de vue de l'Union européenne²². Nous avons ensuite organisé 2011 un colloque²³ à Kiev avec un institut de recherche ukrainien sur la relation entre l'Ukraine et l'Union Européenne. De ce colloque je retiens d'ailleurs deux anecdotes caractéristiques d'un certain état de la société ukrainienne.

- La première concerne une très grande querelle – pour moi assez obscure – sur la langue du colloque. Elle opposait Les Ukrainiens de l'est et ceux de l'ouest. Les Ukrainiens de l'est considérant qu'ils étaient parfaitement fondés et légitimes à parler russe et les Ukrainiens de l'ouest leur contestant ce droit.

- Deuxième étonnement : ce colloque n'avait pu être organisé que dans la mesure où l'on payait les intervenants. Ce n'est pas la tradition des colloques académiques où les intervenants ne sont en principe jamais rémunérés. Là, ils ont demandé à être rémunérés en euro avant leur intervention ! Et on voyait s'étirer une file d'intervenants qui attendaient qu'on leur distribue des euros en liquide...

Plus récemment, au début 2015, dans le cadre de la revue *Questions internationales*, nous avons publié un dossier sur l'espace Mer Noire²⁴ où évidemment la crise ukrainienne jouait un certain rôle.

Comme tous ceux qui s'intéressent aux relations internationales, je me suis beaucoup préoccupé des crises ukrainiennes. Mais il faut remarquer – le professeur Nivat y faisait allusion – qu'il est très difficile d'avoir des informations sur cette crise. On se livre à des assauts de propagande de part et d'autre. La lecture du *Monde*, par exemple, a longtemps frappé par le côté tendancieux des articles. De cette difficulté d'obtenir des informations fiables, il résulte que je suis dans une position où il m'est difficile de donner une analyse. Je voudrais plutôt soutenir une opinion. Une analyse incite à la réflexion, une opinion incite au débat. Ce sont deux formes de rhétorique. L'opinion n'est pas simplement le fruit de l'émotion, je parle de l'opinion au sens judiciaire du terme (comme les opinions dissidentes ou

international de l'Université (PIUP). Créé par le professeur Serge Sur et dirigé par lui jusqu'en 2014, il est désormais sous la direction du professeur Julian Fernandez.

²¹ Publication récente : *La Mer Noire, périphérie de zones stratégiques* par Chatré Baptiste, Delory Stéphane - 25 juin 2015.

²² Voir par exemple - *L'Ukraine dans la politique de voisinage de l'Union Européenne* par Parzymies Stanislaw - 1er décembre 2014 AFRI 2012, Vol. XIII.

²³ Le colloque international : *L'Ukraine et l'Europe* s'est tenu les 15 et 16 avril 2011 à Kiev (Ukraine).

²⁴ *La mer Noire, espace stratégique* (Russie, Ukraine, Turquie, Union européenne, OTAN, Crimée), *Questions internationales* n°72.

opinions individuelles de la justice internationale). Mon opinion résulte d'un jugement reposant sur des données qui peuvent parfaitement être contredites parce que, je le répète, on a la plus grande difficulté à avoir des informations exactes, fiables, complètes sur ce qui se passe sur le terrain.

Je voudrais centrer cette communication sur trois points :

- D'abord quelques observations sur les origines de la crise actuelle
- Ensuite, la question de l'annexion ou du rattachement de la Crimée au regard du droit international
- Enfin, la question de la riposte occidentale, de ce qu'on pourrait appeler les deux « lignes » occidentales : la ligne plutôt anglo-saxonne et la ligne dite « format de Normandie » qui, pour l'instant, semble avoir pris le dessus

Les origines des crises

Je parlerai d'origines des crises et non pas de causes. La notion de cause, dans le domaine des relations internationales comme dans celui des sciences sociales en général, me paraît extrêmement obscure et tout à fait inutile. Quelles sont les causes de la Révolution française ? Quelles sont les causes de la Première guerre mondiale ? On peut en disserter de façon indéfinie sans jamais parvenir à se mettre d'accord. En revanche, on peut très bien construire un récit des origines qui recherchera l'enchaînement des événements, en décrira la probabilité, la rationalité mais qui, relevant de l'ordre du récit, pourra toujours être construit, déconstruit.

Il me semble que suivant le *dies a quo* (le point de départ) que l'on retient, on a des jugements et des opinions complètement différents.

- Si l'on part de *Maïdan*, champ que la vision occidentale nous propose de façon privilégiée, on a l'impression d'une insurrection démocratique suivie d'une réaction impérialiste de la Russie. Cette impression conduit à mettre le fardeau de la responsabilité des événements qui ont suivi sur la Russie, sur Poutine, lequel recourrait à une coercition armée contre une démocratie spontanée, contre un peuple qui, spontanément, voudrait se rapprocher de l'Europe et bénéficier de ses normes, de ses « valeurs », en opposition au tyran asiatique qui voudrait l'en empêcher. Selon l'autre récit nous avons affaire à une provocation occidentale savamment menée, dont attestent la présence à Maïdan de M^{me} Nuland (vice-secrétaire d'État américaine) et celle du sénateur McCain. Les propos tenus par quelques dignitaires de l'OTAN vont aussi dans ce sens.

- On peut légitimement hésiter entre ces deux récits contradictoires. On peut aussi aller en amont et remonter aux négociations sur les *accords d'association* entre l'Ukraine et l'Union européenne. Il se trouve que le colloque que nous avons organisé en 2011 s'était tenu dans cette période critique où les négociations avec l'Ukraine étaient en voie d'aboutissement, tandis que parallèlement se négociait un accord de libre-échange entre l'Ukraine et la Russie, les deux paraissant incompatibles.

On peut se demander quel était l'intérêt de conclure cet accord d'association avec l'Ukraine en excluant la Russie. Après tout, il pouvait paraître rationnel, raisonnable, que ces deux négociations n'en fassent qu'une et qu'elles soient menées en liaison entre l'Union européenne, la Russie, l'Ukraine. Il pouvait sembler logique que, dans le cadre de la politique de voisinage, l'Union européenne cherche à développer ses liens avec l'Ukraine et que la Russie, qui a des intérêts légitimes et qui avait des relations économiques très étroites avec l'Ukraine, ne soit pas mise à l'écart de cette négociation. Pour autant, je crois qu'il serait tout à fait excessif de parler d'un « complot » de l'Union européenne pour faire sortir l'Ukraine de la zone d'intérêts et d'influence de la Russie et pour s'y substituer. De même il serait excessif de dire que l'Union européenne a voulu préparer l'entrée de l'Ukraine en son sein. Je ne crois pas que l'objet était de faire un membre de l'Union Européenne d'une Ukraine d'ailleurs très loin de respecter les critères qui le lui permettraient. L'idée était de stabiliser la périphérie afin de permettre des relations stables avec un pays qui a vocation à rester à l'extérieur.

En même temps on ne peut pas ignorer le rôle de l'OTAN dans laquelle l'Ukraine, depuis longtemps, souhaite rentrer. On sait que les États-Unis y sont plutôt favorables alors que la France et l'Allemagne y sont opposées. On ne peut pas ignorer non plus – j'ai pu le constater sur le terrain, même si mon expérience est tout à fait modeste – que l'Ukraine est un pays profondément corrompu. Pas davantage, la présence auprès de son gouvernement ou à sa périphérie de mouvements extrémistes parfois violents.

Sur un autre plan, la Pologne a bénéficié de façon très heureuse de son inclusion dans l'Union européenne alors que l'Ukraine reste un pays profondément sous-développé. Il est évident que ce différentiel de développement entre l'Ukraine et la Pologne représente un danger en termes de sécurité. Ceci peut expliquer la politique de l'Union européenne qui souhaite que l'Ukraine puisse se développer. En revanche, à cette logique vertueuse, pacifique, on peut opposer la logique de l'OTAN qui n'est pas de même nature.

- Là, il nous faut remonter encore en amont de la signature des accords d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne, qui a déclenché toute une série de conséquences, et repartir de la *naissance de l'Ukraine actuelle*, après la chute du mur de Berlin, après l'indépendance de l'Ukraine en 1991. Sur cette période je me bornerai à deux observations.

La première, c'est que l'Ukraine a très mal entamé sa nouvelle existence internationale, en commençant par un chantage nucléaire. Je veux parler des propos tenus par certains dirigeants ukrainiens, arguant que l'Ukraine, dont la taille et la population étaient selon certains d'entre eux équivalentes à celles de la France, avait parfaitement droit à conserver ou à se voir reconnaître le statut de puissance nucléaire qu'aurait justifié la présence sur son sol d'un certain nombre d'armes soviétiques. Pour eux, ces armes devaient être placées sous commandement ukrainien. Cela avait donné lieu à de longues difficultés diplomatiques qui ont abouti à ce que l'Ukraine, qui n'était pas partie au traité sur la non-prolifération, accepte d'y devenir partie en tant que puissance non nucléaire en échange d'assurances de sécurité. C'est notamment l'objet du Mémorandum de Budapest²⁵ de 1994. Mais cette manière d'exercer une sorte de chantage nucléaire sur la communauté internationale était un très mauvais signal, un très mauvais début dans le retour de l'Ukraine au sein de la communauté internationale.

La deuxième observation concerne moins l'Ukraine que les pays occidentaux. Elle porte sur le choix qui a été fait pour tenter de reconstruire un ordre européen après la chute du mur de Berlin. Après la réunification allemande, la disparition de l'URSS, on s'est trouvé dans une sorte de chaos stratégique. Par une chance extraordinaire, ces changements considérables se sont déroulés pour l'essentiel de façon pacifique. Cela n'a pas été le fruit de la sagesse des gouvernements mais plutôt une sorte de hasard dont il faut se réjouir. Mais comment essayer de reconstruire un ordre européen après ces événements ? Schématiquement, il y avait deux voies possibles :

La première aurait consisté à pérenniser et à renforcer la dynamique de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (le processus d'Helsinki) qui avait joué un rôle tout à fait important dans la chute de l'URSS et dans la dislocation du camp socialiste. Cela supposait une grande négociation qui aurait incorporé la Russie, et dans laquelle on aurait tenu compte des intérêts russes. La deuxième voie consistait à tenter de reconstruire un ordre européen à partir de

²⁵ Le Mémorandum de Budapest, cosigné par Boris Eltsine (Russie), Bill Clinton (Etats-Unis), John Major (Grande-Bretagne) et Leonid Koutchma (Ukraine) le 5 décembre 1994, formalise l'adhésion de l'Ukraine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et le transfert de son arsenal nucléaire à la Russie. En contrepartie, l'Ukraine obtient de la Russie, des États-Unis et du Royaume-Uni, rejoints plus tard par la Chine et la France, des garanties pour sa sécurité et son indépendance.

l'OTAN. C'est le choix qui a été sciemment fait par les États-Unis, notamment par le président Bush père. Autrement dit, l'occidentalisation l'a emporté sur le paneuropéanisme.

Or, la Russie est et restera en Europe. On peut toujours se demander si elle est eurasiatique ou totalement européenne mais elle l'est au moins en partie. Et l'on imagine mal qu'un ordre de sécurité puisse être stable et pacifique sans incorporer une participation de la Russie et sans prendre en considération les intérêts russes.

On peut dire que, dans ce choix qui a été opéré, il y a eu à la fois la volonté américaine et l'impuissance européenne. En effet, l'Europe s'est trouvée tout de suite confrontée à la crise yougoslave. Cette urgence yougoslave a en quelque sorte mobilisé les énergies et n'a pas permis de réfléchir plus avant à un ordre plus large. Il y a eu aussi la pression des anciennes démocraties populaires, des anciens membres du Pacte de Varsovie qui, comme le professeur Nivat le faisait remarquer à propos de la Pologne, étaient animés d'une très grande crainte, d'un très grand esprit de revanche à l'égard de la Russie.

Je soutiens que ce choix de l'extension de l'OTAN a été à la fois décisif et négatif pour l'Europe. On n'a pas tenté de réintégrer la Russie dans un système de relations organisées et pacifiques qui aurait prolongé la construction européenne, sans que cela implique que la Russie, à terme, devienne membre de l'Union européenne. Or il me semble qu'il y a deux piliers en Europe, d'un côté l'Union européenne, de l'autre la Russie, et qu'il faut s'efforcer de canaliser, d'harmoniser, de pacifier, de stabiliser les relations entre eux, aussi bien sur le plan stratégique que sur le plan économique.

Je passerai sur un certain nombre de politiques conduites à l'époque Eltsine, durant laquelle on peut dire que l'on a essayé de mettre la Russie en coupe réglée en mettant la main sur ses ressources naturelles. C'est au demeurant une des raisons qui ont provoqué la réaction Poutinienne. Si l'on ajoute à cette tentative de mise en coupe réglée de la Russie l'effort de captation de ses ressources naturelles et l'extension de l'OTAN, on ne peut pas être surpris que la Russie se soit sentie, sinon assiégée, au moins désignée comme ennemi-fantôme.

On a dit que l'Ukraine était « le fantôme de l'Europe ». Mais il est vrai que l'Europe comporte beaucoup de fantômes. L'Europe elle-même n'est-elle pas un fantôme – ou en passe de le devenir ? Les empires sont aussi des fantômes et leur présence fantomatique pèse également sur un continent qu'ils ont durablement partagé. Ce rôle d'ennemi jamais nommé peut justifier le comportement de la Russie. Tout régime russe qui serait confronté à la même situation aurait le même type de réaction que Poutine.

Propos sans doute provocants mais que je tiens précisément par souci de la provocation puisque nous sommes ici pour avoir un débat.

Le rattachement de la Crimée

Je parlerai de rattachement de la Crimée à la Russie et non d'annexion. On a critiqué ce rattachement sur deux points, au regard du droit international. On a d'une part affirmé qu'il était contraire au principe de l'intangibilité des frontières. On a d'autre part soutenu qu'il contrevenait à l'interdiction du rattachement ou de la modification des frontières par la force armée, par la coercition. Je reprendrai très brièvement ces deux points.

- L'intangibilité des frontières n'est pas une norme juridique.

On parle, par exemple, de l'intangibilité des frontières en Afrique ou en Amérique latine en référence au principe dit de l'*uti possidetis juris*²⁶, selon lequel chaque État a droit au maintien des frontières existantes au moment de son indépendance. C'est ce qui a permis, en Amérique latine, la fragmentation globalement pacifique de l'ancien empire espagnol puis que, en Afrique, on ne remette pas en cause au départ les frontières issues de la décolonisation.

Mais, en l'occurrence, c'est un principe beaucoup plus politique que juridique qui a été accepté, convenu, par les différents chefs d'État et de gouvernement. Notamment, en Afrique, le principe d'*uti possidetis juris* ne fait pas partie de la charte de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine devenue Union africaine), il résulte d'une déclaration politique des chefs d'État et de gouvernement. On voit bien d'ailleurs aujourd'hui que ce principe politique est profondément remis en cause en Afrique.

En Europe, et le professeur Nivat le faisait justement remarquer tout à l'heure, les frontières ont été fortement modifiées au cours des décennies récentes. Elles n'ont pas arrêté de bouger depuis 1989. La réunification allemande était déjà une atteinte à l'intangibilité des frontières. Il ne faut pas oublier que la RDA (République Démocratique Allemande) était un pays indépendant, membre des Nations Unies et que l'Allemagne de l'ouest (RFA) avait reconnu son existence. Il y avait des relations d'État à État entre les deux. C'était déjà un exemple clair de modification des frontières. Le démantèlement de l'URSS est également une modification des frontières, tout comme l'éclatement de la Yougoslavie puis l'indépendance du

²⁶ L'expression provient de la phrase *uti possidetis, ita possideatis* (« Vous posséderez ce que vous possédiez déjà »).

Kosovo, la séparation de la Tchécoslovaquie en deux États... Donc, dire que les frontières sont intangibles en Europe depuis 1945, comme on l'entend parfois, est une plaisanterie.

Ajoutons que la Charte de Paris²⁷ ne pose pas du tout le principe de l'intangibilité des frontières. Elle dit simplement que les modifications de frontières doivent être faites de façon pacifique et en accord avec les populations. Cela conduit à l'interdiction du rattachement ou de la modification des frontières par la force, par une action militaire, principe que l'on oppose également au rattachement de la Crimée à la Russie.

- La modification des frontières par la force armée

Or il n'a absolument pas été démontré qu'il y ait eu, en Crimée, une intervention militaire décisive. On pourrait d'ailleurs mettre en cause les modalités du rattachement de la Crimée à l'Ukraine en 1954. Il faut se souvenir également que le parlement de Crimée, dans le cadre de la république autonome qui existait en Ukraine avait fait, dès le début de la décennie 90, et par deux fois, des déclarations d'indépendance qui avaient été rejetées par Kiev. Est donc démontrée l'existence préalable au rattachement d'une manifestation de volonté qui n'a pas été acceptée par l'autorité centrale. Ce n'est pas très différent de ce qui s'est produit au Kosovo où c'est le parlement qui a décidé l'indépendance, laquelle, en définitive, a été acceptée.

Me plaçant sur le plan politique, non sur le plan juridique, j'ajoute que les pays occidentaux ont été apparemment beaucoup plus heurtés par ce rattachement que par l'occupation de Chypre par l'armée turque en 1974, alors qu'il s'agissait d'une invasion militaire directe suivie d'une proclamation de l'indépendance d'une république turque. Il est vrai que la république turque de Chypre n'est reconnue que par la Turquie mais enfin il n'y a pas eu contre la Turquie un mouvement d'opposition et une prise de sanctions comparables à ce qui s'est exercé contre la Russie. Et cela n'a pas empêché que la Turquie reste membre de l'OTAN, et que l'on négocie avec ce pays son entrée dans l'Union Européenne, sans même faire de l'évacuation de Chypre un préalable ! Réalise-t-on qu'un pays de l'Union Européenne, Chypre, voit sa capitale divisée par un mur et subit l'occupation d'une partie de son territoire par un pays membre de l'OTAN ? C'est une situation que, pour le moins, on pourrait trouver un peu surprenante ! Certes Montesquieu

²⁷ Réunis à Paris du 19 au 21 novembre 1990, les chefs d'État ou de gouvernement des États participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) signent la Charte de Paris pour une nouvelle Europe (ou Charte de Paris) établie sur la base des accords d'Helsinki. Elle fut plus tard amendée dans la Charte pour la sécurité européenne de 1999. Tous les pays membres de l'OSCE n'ont cependant pas signé le traité.

écrivait : « *Qui le dirait ! La vertu même a besoin de limites.* »²⁸ - mais les limites de la vertu en l'occurrence sont quand même très fortes !

Les deux lignes occidentales

Quelques mots sur ces deux lignes occidentales. Peut-être faudrait-il parler de deux tentations car ces deux attitudes ne sont pas toujours clairement distinctes.

- Il y a la *tentation du refoulement*. La Russie a annexé la Crimée, elle est en train de préparer l'annexion du Donbass, partie de l'Ukraine orientale, il faut la refouler ! Bien sûr on ne va pas imaginer un conflit ouvert avec la Russie mais on va fournir des armes, aider les Ukrainiens à employer eux-mêmes la force. C'est une logique de confrontation militaire. On a vu les prémices de cette politique dans les semaines et les mois qui ont suivi Maïdan. Il est bien clair que cela ne peut pas mener très loin – ou alors il faut accepter l'idée d'un affrontement armé qui ne serait plus maîtrisable.

Cela rappelle un peu les crises de Berlin d'il y a quelques décennies qui allaient jusqu'au bord de la confrontation armée mais qui s'arrêtaient juste avant. À l'époque, c'était l'URSS qui reculait. Aujourd'hui, face à cette perspective de confrontation armée, ce sont plutôt les Occidentaux qui semblent reculer même si l'Ukraine aimerait bien maintenir cette ligne. Cette ligne est plutôt défendue par les États-Unis et divers nouveaux membres de l'OTAN animés par la crainte de la Russie ou par un esprit de revanche. Le gouvernement ukrainien en est proche, ne serait-ce qu'en nommant à des postes de responsabilité des ressortissants américains, voire M. Saakachvili, comme gouverneur d'Odessa.

- La deuxième ligne est celle qu'a adoptée la diplomatie européenne conduite par l'Allemagne et la France (les accords de Minsk, le « format de Normandie »). On voit bien qu'on recherche un *compromis politique* qui repose sur le cessez-le-feu, sur une acceptation implicite du rattachement de la Crimée – on ne le reconnaîtra pas mais on ne fera concrètement rien contre – et sur une autonomie plus développée pour les régions actuellement séparatistes. C'est une ligne fragile mais il semble que pour l'instant ce soit la ligne dominante. On ne reconnaîtra pas le rattachement de la Crimée, pas davantage qu'on n'a reconnu la république turque de Chypre, mais c'est un peu le même esprit : il y a une situation de fait et on l'accepte pour une durée indéterminée.

²⁸ Dans « *De l'Esprit des Lois* » (Montesquieu 1758), Livre 11, chapitre IV

Entre les deux lignes, un point commun qui marque toute l'ambiguïté et toute la difficulté du passage de l'une à l'autre, c'est la politique dite « des sanctions ». Ces sanctions sont prises par les États-Unis et par l'Union européenne mais il faut bien reconnaître qu'elles sont surtout coûteuses pour l'Union européenne. L'Union européenne se trouve un peu en porte-à-faux parce qu'elle applique des sanctions sévères à l'égard de la Russie tout en cherchant un accord politique durable avec elle. Il est évident que ces sanctions témoignent d'une ligne atlantique dont la charge pèse surtout sur l'Europe. C'est l'Europe qui s'impose des contraintes à elle-même autant qu'elle en impose à la Russie et c'est elle qui assume le fardeau principal. On l'a vu avec l'annulation de la vente des « Mistral », on le voit avec l'embargo sur les produits agro-alimentaires qui pèse sur le commerce extérieur, français notamment.

La question qui se pose est maintenant de savoir quand et comment lever ces sanctions. Quel est le processus diplomatique qui permettra, à mesure que s'affirme la possibilité d'un règlement diplomatique en Ukraine, de lever progressivement les sanctions, dans l'intérêt général, dans l'intérêt des Européens ? J'ajoute que si cela permet d'améliorer, de stabiliser les rapports avec la Russie, le bénéfice n'est pas simplement d'ordre économique ou sécuritaire. En effet, nous avons besoin de la Russie sur d'autres dossiers, notamment la lutte contre le développement de l'islamisme et contre le terrorisme.

Il me semble que la perspective est de faire de l'affaire ukrainienne un conflit gelé, comme d'autres en Europe. La Crimée est une enclave mais il en existe d'autres (Kaliningrad, la Transnistrie...), sans oublier le problème de Chypre que je mentionnais. Un certain nombre de conflits sont gelés, avec lesquels on vit... et l'art de la diplomatie est de les laisser dormir. L'ambassadeur Alain Dejammet avait écrit il y a quelques années un ouvrage intitulé « *Dormir aux Nations Unies ?* »²⁹, aussi bref qu'important car la possibilité de se reposer entre quelques débats difficiles est tout à fait capitale !

La diplomatie – et l'Union européenne aurait bien fait de s'en souvenir – est aussi l'art de ne pas réveiller les conflits dormants.

²⁹ « *Dormir aux Nations Unies* » : petit guide d'une quinzaine de pages rédigé par Alain Dejammet lorsqu'il quitta son poste d'ambassadeur de France auprès de l'ONU. Il y répertorie les lieux de l'immense bâtiment (salle des périodiques, salle de jeu etc.) où on peut se reposer tranquillement sans risque d'être dérangé.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Monsieur le professeur, de cet exposé très intéressant, notamment des précisions que vous nous avez apportées sur la rédaction de la Charte de Paris. Ce sont des textes qu'on cite toujours mais on ne les relit pas.

SERGE SUR

Je précise que le Mémorandum de Budapest dit que l'engagement des États-Unis, confirmé par des déclarations bilatérales de la France et de la Chine, est en concordance avec les principes de l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), c'est-à-dire l'acte final de la conférence d'Helsinki, ainsi que la Charte de Paris qui va les reprendre ensuite. Il n'y a donc pas d'interdiction du changement des frontières dès lors que ce changement se fait conformément aux principes de la charte des Nations Unies.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci beaucoup.
Je me tourne vers Monsieur l'ambassadeur Blanchemaison pour lui donner la parole.

CLAUDE BLANCHEMAISON

L'intervention russe en Ukraine: mobiles, contraintes et solutions

Merci beaucoup, Monsieur le ministre.

Impressionné par l'exposé des deux professeurs, je suis dans une position un peu difficile. Je partage tout ce qu'ils ont dit mais je suis un praticien, un homme de terrain. Je vais donc essayer d'apporter un éclairage pragmatique, peut-être même instrumental et, vous le verrez, finalement assez optimiste, sur la suite des événements.

Le professeur Sur s'est interrogé sur les origines de la crise. À ce qu'il a dit – que j'approuve totalement – j'ajouterai l'hypothèse d'une cause immédiate :

Peut-être sont-ce les tergiversations du président Ianoukovitch, puis sa fuite, qui ont conduit le président Vladimir Poutine, un homme pratique, un homme de décision et d'action, à décider en mars 2014 de s'assurer de la base de Sébastopol.

En effet, Ianoukovitch, qui était supposé être l'homme des Russes, s'est avéré être en quelque sorte une « planche pourrie » puisqu'il a donné instruction à son gouvernement de négocier un accord d'association avec Bruxelles. Lorsque cet accord d'association a été négocié, paraphé, il a battu en retraite, un peu sous pression russe, et refusé de le signer. Ensuite, lorsque ceci a déclenché les événements de Maïdan, il a réagi par une répression violente, d'où les incidents très graves survenus entre le 18 et le 21 février avec leur lot de morts (quoi qu'on pense sur l'origine de ces morts). Enfin, il y eut sa fuite le 22 février.

Le président Ianoukovitch n'était donc pas un pion fiable pour M. Poutine. Et celui-ci s'est avisé que les successeurs de Ianoukovitch, par inclination pro-occidentale vraisemblable, pourraient un jour remettre en question le bail de trente ans que le président ukrainien avait consenti à Poutine pour la base de Sébastopol, au motif qu'il s'agissait d'un contrat léonin conclu sous la contrainte et que, par conséquent, il pouvait être revu.

Il n'est pas impossible que l'état-major russe ait expliqué à M. Poutine qu'il fallait réagir avant qu'il ne soit trop tard. Il fallait éviter de se trouver entraîné dans un processus qui aboutirait au bout d'un certain temps (cinq ans, dix ans, quinze ans...), à la perte de Sébastopol, tout à fait inacceptable pour l'armée russe car c'est la condition de l'accès à la Mer Noire, donc à la Méditerranée.

Je fais là de la politique fiction, on ne sait pas ce qui s'est exactement passé dans les centres de décision à Moscou, mais on peut imaginer une réunion du Conseil de sécurité autour de Poutine qui aurait débouché sur l'idée qu'il était plus astucieux d'annexer la Crimée afin de détourner le débat vers un sujet différent. La Crimée n'a-t-elle pas toujours été russe ? (depuis 1793 en tout cas, ce qui n'est pas si vieux). On peut toujours gloser sur le caractère russe de la Crimée et déclencher des discours nationalistes historicistes qui justifient son annexion en éludant le débat sur la base de Sébastopol. Et c'est ce qui a été fait, probablement de façon assez astucieuse. Très vite, après cette annexion, le relais a été pris par l'agitation et par les combats dans les régions de l'est et du sud-est du pays, également peuplées de russophones.

On risque de retrouver quelque chose du même genre à l'avenir, bien qu'il ne s'agisse pas d'une base juridiquement russe, avec Tartous³⁰, ou avec la présence russe en Syrie.

³⁰ Tartous, seul point de ravitaillement et de réparation de la Marine russe en mer Méditerranée (en vertu d'un accord soviéto-syrien datant de 1971), permet aux navires de guerre russes d'éviter d'avoir à regagner leurs bases de la Mer Noire en passant par les Détroits turcs.

Me plaçant d'un point de vue pragmatique, je voudrais souligner trois idées :

La première, c'est que l'Europe doit résoudre la partie européenne du problème et « mettre sous le tapis » la base de Sébastopol et la Crimée.

Deuxième idée : l'accord de Minsk, comme l'a dit le professeur Sur, fournit le cheminement d'une solution.

Troisième idée : il y a probablement aujourd'hui plusieurs éléments favorables à la conclusion de ce type d'accord.

L'Europe doit résoudre la partie européenne du problème. C'est ce qu'elle avait fait, déjà, au moment du conflit de Géorgie à l'été 2008 où le Président de la République française, agissant en tant que président en exercice du Conseil européen, avait fait la navette entre Moscou et Tbilissi pour aboutir à un cessez-le-feu. On peut penser ce qu'on veut de cet accord, on peut même penser qu'après sa signature la situation s'était aggravée, mais, au moins, cet accord a eu le mérite d'aboutir à un cessez-le-feu et à un retrait des troupes russes du territoire géorgien sauf, bien entendu, de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud qui ont ensuite déclaré unilatéralement leur indépendance, reconnue seulement par quatre ou cinq pays dans le monde.

Nous sommes donc prévenus : toute tentative de faire bouger l'équilibre entre la Russie et l'Occident sur un pays comme la Géorgie ou l'Ukraine serait suivie d'une réaction russe forte, d'autant plus, comme vous l'avez dit, que, périodiquement, venaient de Washington des bruits sur la vocation naturelle de l'Ukraine et de la Géorgie à rentrer dans l'OTAN, alimentés par les néoconservateurs et les *think tanks* américains. On trouve même des textes sur ce que deviendrait la base de Sébastopol dans une telle hypothèse. Cela justifie ce que j'essayais de suggérer comme élément d'explication.

Pour traiter un conflit qui a quand même fait 8 000 morts en un an, la formule de Minsk, la formule du « format Normandie » est aujourd'hui l'hypothèse la plus communément retenue pour sortir de cet aspect de la crise ukrainienne.

L'accord Minsk II du 12 février 2015 correspond aux sanctions économiques. En réalité, il y a deux rafales de sanctions très différentes :

La première est liée au « rattachement » de la Crimée. Ce sont des sanctions individuelles qui n'ont pas une grande importance car elles touchent environ 150 personnes qui, depuis longtemps, n'ont plus de comptes en Occident et ont d'autres moyens que les visas pour circuler s'ils en ont vraiment envie. Il est probable que ces sanctions-là dureront pendant un certain temps.

Ce qui est important aujourd'hui, ce sont les sanctions économiques, comme vous l'avez dit, qui ont été imposées à la suite des combats dans le Donbass, à la

suite aussi de l'incident de l'avion de *Malaysia Airlines*³¹ dont on ne sait toujours pas dans quelles conditions il est tombé ni à qui il faut imputer la mort de tous les passagers et de l'équipage de cet avion.

Aujourd'hui, on peut être relativement optimiste sur l'application de Minsk II. M. Porochenko lui-même dit que le cessez-le-feu est respecté depuis le 1^{er} septembre de cette année. Il semble aussi que les armes lourdes aient été retirées de la ligne de front, comme le prévoit l'accord Minsk II. Je ne suis pas dans le secret des dieux, je ne sais pas ce que les quatre ministres des Affaires étrangères se sont dit samedi dernier à Berlin³². Il y a des rencontres très fréquentes au niveau des ministres, au niveau des experts. Quatre groupes de travail se réunissent tous les mois à Minsk pour examiner l'état de réalisation des accords, tant en ce qui concerne le cessez-le-feu qu'en ce qui concerne les questions économiques, les questions humanitaires et les questions du dialogue politique.

Que reste-t-il à faire ?

Il reste à organiser des élections dans le Donbass, qui seront possibles lorsque M. Porochenko aura fait voter pour la troisième fois à la Rada la modification de la constitution, ce qui nécessite trois votes : les deux premiers votes ont été positifs, il faudra 300 voix positives au troisième vote, c'est beaucoup mais « ça doit pouvoir s'arranger », comme on dit en Ukraine. On peut penser que M. Porochenko va réaliser sa partie du contrat en fédéralisant (on dit en Ukraine « en décentralisant ») le pays donc en donnant une certaine autonomie aux provinces du Donetsk et de Louhansk.

Il restera alors, côté russe, à réaliser quelque chose qui sera sans doute assez difficile, et c'est à ce moment-là qu'il faudra faire pression sur M. Poutine, pour que les garde-frontières ukrainiens puissent retourner sur la frontière ukrainienne entre la Donbass et la Russie (aujourd'hui il n'y a plus de frontière et les Russes sont des deux côtés).

On peut penser, en écoutant le Président de la République française, que ceci n'est pas hors de portée. Il a indiqué que M. Poutine viendrait à Paris, probablement le 2 octobre, avec Mme Merkel et M. Porochenko, pour porter une évaluation sur l'état de réalisation de ces accords de Minsk II et voir ce qu'il y a à faire pour aboutir à la fin de l'année à une réalisation convenable. Si la réalisation est convenable, a-t-il ajouté, les sanctions seront levées. Mais je crois qu'il s'est trompé. En réalité, les sanctions n'ont pas à être levées puisqu'elles ont été

³¹ Le 17 juillet 2014, un Boeing 777-200ER assurant le vol MH17 reliant Amsterdam à Kuala-Lumpur a été abattu en Ukraine par un missile sol-air, faisant 298 victimes (283 passagers et 15 membres d'équipage).

³² Les ministres des Affaires étrangères français, allemand, russe et ukrainien ont participé le samedi 12 septembre 2015 à une réunion consacrée à la situation dans l'est de l'Ukraine et à la mise en œuvre du paquet de mesures adopté à Minsk le 12 février 2015 en « format Normandie ». Ils se sont mis d'accord pour accélérer les négociations de paix entre Kiev et les rebelles de l'Est du pays. L'objectif : parvenir à un accord de paix avant l'hiver.

adoptées à l'unanimité pour une période de temps déterminée, jusqu'au 31 janvier prochain. Il suffit qu'un ou deux États membres ne votent pas la reconduction pour qu'elles tombent le 31 janvier prochain. Et si Mme Merkel, M. Hollande et quelques autres (les Italiens, les Grecs, les Espagnols...) estiment qu'on peut considérer politiquement que l'accord de Minsk est plus ou moins réalisé on ne votera pas le renouvellement des sanctions économiques. Il y a des intérêts considérables en jeu, vous l'avez dit, en matière agricole (on voudrait bien vendre de la viande de porc en Russie aujourd'hui) et dans d'autres domaines.

À propos des échanges, il faut se méfier un peu des statistiques : si on voulait regarder l'évolution réelle des flux, il faudrait enlever le pétrole (donc le gaz) dont le prix a été divisé par deux. Il faudrait aussi enlever l'aéronautique civile car la livraison de dix Airbus ou de dix Boeing suffit à déstabiliser complètement les statistiques entre les États-Unis et l'Europe par rapport à la Russie.

Il y a aujourd'hui des éléments favorables à la conclusion d'un accord : un élément économique et un élément géopolitique.

L'élément économique bien qu'évident, est peu évoqué :

L'économie de l'Ukraine est dans un état désastreux. Les réformes ont été très faibles. Le PNB a diminué de 7 % l'année dernière (ce sera probablement encore le cas en 2015).

Si le FMI a bien promis 17,5 milliards de dollars, il a conditionné ce prêt à des réformes structurelles – qui ne sont pas faites – et à l'obtention d'autres financements, à hauteur de 40 milliards de dollars. Qui va prêter ces 40 milliards de dollars ? Certainement pas la Russie qui, prenant acte du tropisme européen de l'Ukraine, se désintéresse ostensiblement de la crise économique et de la restauration de l'économie ukrainienne. « C'est le *job* de l'Union Européenne ! », c'est en tout cas ce que disent les Russes. Les Russes réclament même les 3,5 milliards de dollars prêtés au Gouvernement de M. Ianoukovitch au mois de décembre, au moment où ce dernier avait refusé de signer l'accord d'association avec l'Union européenne.

Évidemment, comme il faudra rééchelonner la dette ukrainienne, qui est aujourd'hui de 72 milliards de dollars, il n'y a pas de raison pour que les Russes ne participent pas à ce rééchelonnement. Ce sera probablement un élément dur de la négociation car les Russes seront réticents à aider le régime de Kiev. Et ils ont quelques motifs d'être fermes dans la négociation puisque, comme on le sait, le prix des hydrocarbures a été divisé par deux, ce qui réduit d'autant les recettes budgétaires de la Russie et amoindrit considérablement les exportations dont les hydrocarbures constituent un pourcentage très important. Parallèlement au prix des hydrocarbures, le taux de change du rouble s'est effondré (les courbes coïncident à peu près). Cela signifie que la classe moyenne qui n'avait pas mis ses avoirs à l'abri en monnaie étrangère est partiellement ruinée. On peut donc voir surgir des

problèmes intérieurs liés à cet effondrement du rouble. Par conséquent tout le monde devrait être incité au compromis.

La deuxième raison d'aboutir à un accord est géopolitique.

Les journaux ne parlent plus de l'Ukraine, qui semble ne plus intéresser personne. On parle maintenant de la Syrie et de la lutte contre le terrorisme, contre Daech.

Comme par hasard, *Fox News* et quelques autres media font apparaître que la Russie est en train de construire une base aérienne à Lattaquié, qu'elle débarque un matériel militaire considérable, de quoi construire une tour de contrôle et des bâtiments suffisants pour loger quelques bataillons. M. Poutine va se rendre, pour la première fois depuis sept ans, à l'Assemblée générale des Nations Unies, et il est probable qu'il rencontrera M. Obama en marge de la session de New-York. Il y a matière à discussion, en effet, entre M. Obama et M. Poutine sur la question : Devons-nous ou non coordonner nos actions pour combattre le terrorisme de Daech ? Je crois savoir, à la lecture d'un certain nombre de textes, qu'il y a un débat actuellement à Washington sur ce sujet entre ceux qui considèrent qu'il faut se coordonner et avec la Russie et l'Iran et ceux qui considèrent que ce n'est pas une bonne idée parce que les Russes ont toujours de mauvaises intentions et qu'en réalité le seul objectif de Poutine est de maintenir Bachar el-Assad au pouvoir et non de lutter contre Daech. On peut en douter parce que sur le plan de la lutte contre l'islamisme Poutine a donné quelques gages avec la façon dont il a détruit physiquement les islamistes en Tchétchénie.

J'ajouterai un mot sur l'affaire de la Crimée qui, selon moi, restera une épine dans le pied des Russes. Le point de vue juridique du professeur Sur est incontestable mais il y a aussi le point de vue politique. La plupart des pays dans le monde, y compris la Chine, considèrent qu'il n'est pas bon de faire bouger les frontières au XXI^{ème} siècle, en Europe ou ailleurs, et que cette affaire est un précédent regrettable, redoutable. C'est aussi le point de vue du Japon et de la plupart des pays d'Asie. Ils ne s'expriment pas publiquement parce que ça n'est pas dans leurs méthodes et qu'ils n'ont pas de raison de heurter la Russie, mais quand on parle à des diplomates de ces pays asiatiques, ils sont relativement critiques sur cet aspect des choses. D'ailleurs la Chine s'est abstenue au Conseil de sécurité sur un projet de résolution relatif à la Crimée, ce qui était tout à fait extraordinaire compte tenu du contexte du Conseil de sécurité à l'époque où ce vote est intervenu.

Voilà où nous en sommes. Je voulais, Monsieur le ministre, apporter ces quelques éléments concrets au débat.

Merci, Monsieur l'ambassadeur.

Je souhaite vraiment que vous ayez raison en pointant les éléments de contexte favorables à une issue positive de cette crise.

Je me trompe peut-être mais je crains que ce ne soit plus difficile. Au point où nous en sommes arrivés, je pensais que l'affaire pourrait se résorber plus vite.

J'observe – je parle sous le contrôle du professeur Nivat – la volonté de construire une nation dans une Ukraine récente et fragile. Elle n'a existé que trois ans de 1917 à 1920 puis depuis 1991, n'a pas de tradition d'État, subit le poids des oligarques. Un certain nombre d'éléments, enfin, surtout issus de l'ouest de l'Ukraine ont la volonté de façonner une Ukraine qui se distinguerait clairement de la Russie, au besoin contre elle.

Je ne vois pas pourquoi les Américains se seraient engagés comme ils l'ont fait s'ils n'avaient pas eu l'intention d'aller plus loin.

Du côté russe, compte tenu de ce qu'est l'opinion publique en Russie, je ne crois pas qu'une gentille décentralisation à Lougansk et à Donetsk puisse apparaître comme une fin heureuse de cette affaire.

Je souhaite vivement que ce soit possible mais les mentalités ont évolué, comme l'a observé le professeur Nivat qui écoute régulièrement les radios ukrainienne et russe. Il y a un élément de contexte psychologique. Je souhaite me tromper mais je suis devenu moins optimiste au fil du temps.

Mais vous êtes un diplomate, un praticien éminent tandis que je ne suis qu'un amateur. J'espère donc de tout cœur que vous avez raison. On verra ce qui sortira du prochain sommet de Paris, le 2 octobre prochain, en « format de Normandie ».

Nous allons maintenant écouter un spécialiste de l'investigation, mon ami Alexandre Adler, qui nous fait toujours vivre des moments palpitants en nous racontant des histoires auxquelles spontanément nous n'aurions pas pensé. Je lui donne la parole.

ALEXANDRE ADLER

Des responsabilités partagées

Merci beaucoup Monsieur le ministre, cher Jean-Pierre.

Pour des raisons tenant probablement aux débuts de la sénescence, nous rapprochant donc des grands ancêtres, je vais me placer sous la figure du général de Gaulle qui déjà, partant pour « l'Orient compliqué », prônait l'usage des « idées simples ». Peut-être dirai-je les choses avec une simplification un peu abusive mais

c'est que, au-delà de mon respect pour le général de Gaulle, un peu comme le mètre-étalon du pavillon de Breteuil, je donne exactement et constamment l'opinion moyenne de l'*intelligentsia* russe. Je la perçois sans beaucoup d'efforts et, les communications modernes m'y aidant, je ne me trompe pas beaucoup.

Je représente donc ici la troisième voix, celle de tous ceux qui ont été absolument consternés par la campagne épouvantable des media russes contre le peuple ukrainien, laquelle a profondément choqué le soviétisme qui sommeille toujours chez moi car, même si l'Union Soviétique n'avait pas que des vertus, elle avait au moins celle d'enseigner une certaine fraternité entre ses différentes composantes. Ce n'était pas un leurre, l'étendue des mariages mixtes entre Russes et Ukrainiens, et même bien au-delà, en témoigne. On ne voit pas comment on serait arrivé à ce résultat de rapprochement fusionnel des populations sans cette expérience soviétique qui, sur ce point, a été un progrès absolu dans l'histoire des peuples de l'empire russe. Outre le cas ukrainien, il y a beaucoup d'autres exemples et, bien sûr, tous ces gens déchirés entre leurs identités multiples sont les plus malheureux des hommes.

À ce propos, on nous invente une personnalité ukrainienne d'une complexité extraordinaire et dont les racines historiques pourraient remonter jusqu'à l'instaurateur de la *Rus* de Kiev, le prince Valdemar.

J'ai déjà réconcilié Russes et Ukrainiens, à l'occasion d'un colloque, en leur rappelant que Valdemar, soi-disant Volodymyr, parlait probablement un mélange de suédois et de grec à peu près incompréhensible et que, selon la célèbre expression restée dans les mémoires de tous les écoliers russes, il avait été accueilli dans cette région, qui était le point de contact du monde byzantin et de l'Europe du nord, par la célèbre injonction : « Venez et soyez nos maîtres ! ». C'est ce qui fait que, dans le vocabulaire russe, on appelle encore « Varègues » (les Scandinaves qui ont fondé Kiev) les gens qui sont bombardés à la tête d'une administration avec laquelle ils n'ont aucun lien. Lorsque le PC soviétique nommait un responsable du KGB qui n'avait jamais été en opération, on l'appelait un « Varègue ».

L'Ukraine a donc toujours été un mélange périphérique. C'est même le front pionnier de la Russie et on y trouve beaucoup de traits de complexité qui tendent à se simplifier avec le temps. Bien sûr il y a eu des moments où l'identité de l'Ukraine a été plus forte mais dans l'ensemble l'Ukraine a fait partie intégrante de la construction de l'État russe pendant plusieurs siècles et de manière vraiment peu discriminante. On a parlé du prince Kotchoubeï, protecteur du père de Gogol. Son nom, Kotchoubeï (*Küçük bey*, le petit bey, en turc), révèle que c'était un Tatar converti à l'orthodoxie. Il fut le principal représentant de la noblesse libérale au moment des débats sur l'abolition du servage. En fait, la grande noblesse ukrainienne n'existait pas, elle était russe. Bien sûr, l'armée était ouverte à des

généraux ukrainiens et l'Union Soviétique a porté à sa tête à de nombreuses reprises des gens qu'on peut qualifier d'Ukrainiens même s'ils ne l'étaient pas.

Faisons aussi justice du terme « russophone ».

Brejnev (dont la mère était polonaise) et Khrouchtchev étaient de parfaits représentants de ce mélange intime du Donbass vers lequel paysans russes du nord et ouvriers ukrainiens de l'ouest avaient convergé pour en faire cette véritable « Ruhr » de la Russie. Dniepropetrovsk, Kharkov, Donetsk, ont toujours été des villes mixtes, mélangées, où une culture originale – d'ailleurs plus démocratique que dans le reste de la Russie – a émergé très tôt. Mais on ne peut pas s'amuser à séparer les populations de ces régions selon des critères historico-fantaisistes qui n'ont jamais existé. Qui pourrait soutenir que Khrouchtchev était un Ukrainien ? Pourtant il a fait toute sa carrière en Ukraine.

C'est encore vrai aujourd'hui : Ioulia Timochenko incarne aux yeux de beaucoup la *pasionaria* de la révolution démocratique ukrainienne (la « révolution orange »). Je ne lui conteste absolument pas ce rôle mais elle est native de Novossibirsk et ses photos de jeunesse (quand elle ne portait pas encore la perruque de « *Maroussia va à l'école* »³³) montrent une belle brune, très brune, ressemblant un peu à l'actrice arménienne/américaine Cher, et pour cause puisque son père est arménien et sa mère juive ! Elle est venue à Kiev en se mariant avec M. Timochenko, un nom qui exprime toute la gloire de l'Ukraine, à la fois civile³⁴ et militaire³⁵. Comme le disait un de mes amis à Moscou : « Si elle est ukrainienne, nous sommes tous les deux japonais ! ».

Le gouvernement ukrainien comporte d'ailleurs un nombre extraordinaire de gens originaires d'autres régions de l'ancienne Union Soviétique qui ont pris racine en Ukraine. Pourquoi pas ? Mais alors, si on parle vraiment de « nation ukrainienne », c'est sur la base du droit du sol. Porochenko lui-même n'est pas un pur Ukrainien. On a vu à la tête de la province de Dniepropetrovsk, qui malgré sa russicité ne s'est pas rangée du côté des séparatistes, un oligarque juif, toujours détenteur d'un passeport israélien, qui est l'un des gangsters les plus avérés du pays. Sans oublier le principal oligarque, Akhmetov, qui est un Tatar, et les ministres arméniens. Sur ce plan, l'Ukraine, je la cherche encore...

En même temps, penser qu'il n'y a pas de sentiment ukrainien serait une grave erreur.

Ce sentiment ukrainien, qui apparaît de manière cyclique dans l'histoire russe, résulte aujourd'hui – cela a été dit à deux reprises dans ce débat – de la misère

³³ « *Maroussia va à l'école* », récit par Evgueni Schwarz du parcours dans une école Russe pendant les années cinquante.

³⁴ Stephen Timoshenko (1878-1972) était le pionnier de la mécanique des milieux continus.

³⁵ Semion Timochenko (1895-1970) fut maréchal de l'Union soviétique.

ukrainienne actuelle et du contact avec la Pologne. Pour les Ukrainiens, l'Europe, dont ils ne connaissent ni les contours ni véritablement l'avenir, c'est la Pologne ou la République tchèque, c'est-à-dire ces Slaves de l'ouest qui, depuis leur entrée dans l'Union européenne, ont bénéficié d'aides multiples, d'une assistance, d'investissements et surtout d'un climat de liberté. Lorsqu'un jeune Ukrainien se trouve à Varsovie, il a le sentiment qu'un progrès énorme y a été réalisé pendant que son Ukraine stagnait. Pour les jeunes qui, à Kiev, sont immédiatement contrôlés par des policiers qui les rackettent à la sortie des boîtes (c'est la raison pour laquelle ils n'y vont plus en voiture), l'Europe c'est pouvoir vivre libres. Et comme les Ukrainiens ont une sensibilité libérale, dans laquelle se mêlent le meilleur et le pire, l'anarchie cosaque et l'appétence à la modernité, qui vient de villes comme Odessa, construite par le duc de Richelieu, comme de la vieille Kiev, qui est encore aujourd'hui une des plus belles villes de Russie, un sentiment s'est cristallisé.

Mon opposition totale à la propagande et à l'attitude d'une partie de l'opinion russe et de certaines forces politiques vient du fait qu'on est en train de construire un sentiment ukrainien à coup d'insultes, de falsifications, de violences et de mauvaise foi.

Dire par exemple à l'immense majorité des Ukrainiens qu'ils ont eu une attitude tout à fait ambiguë pendant la Deuxième guerre mondiale, voire qu'ils sont une bande de racistes qui ne rêvaient que de s'enrôler sous le drapeau du III^{ème} Reich, c'est cracher à la figure de toutes ces familles ukrainiennes au sein desquelles il y a eu pendant la guerre exactement le même nombre de victimes que dans les familles russes. Je ne crois pas qu'on ait enregistré des désertions massives parmi les conscrits ukrainiens dans la Deuxième guerre mondiale, ni que l'Ukraine se soit dérobée, y compris dans le mouvement des Partisans, à ses devoirs patriotiques. Je ne crois pas que n'importe quel ancien combattant de l'Union Soviétique qui garde un peu sa tête sur les épaules ait eu le sentiment que quand ils étaient dirigés par des hommes comme Timochenko, Romanenko et même cette sombre brute de Gretchko (héritier de la cavalerie rouge de Boudienny), ils étaient dirigés par des Ukrainiens. Parmi les scènes pathétiques que j'ai vues dans cette période, je citerai l'attitude du président Koutchma (un des moins mauvais des chefs d'État successifs de cette Ukraine indépendante) qui, arrivant à Saint-Petersbourg, s'agenouilla devant le cimetière militaire où son père repose, disant : « Il est mort pour défendre Leningrad ». C'était un moment d'intense émotion qui remettait un peu les pendules à l'heure.

Il faudrait démentir cette propagande anti-ukrainienne qui injurie aujourd'hui la réalité même de ce qu'est ce peuple ukrainien.

Quelle qu'en soit la définition, on sait au moins que ce peuple existe.

Ajouterai-je que l'idée selon laquelle l'Ukraine a été essentiellement constituée par une aspiration occidentaliste et libérale n'est pas nouvelle ? En 1965,

Alexandre Werth, dans le dernier livre qu'il ait écrit en visitant l'Union Soviétique au début du brejnevisme, relate un entretien avec son vieil ami Ilya Ehrenbourg qui, dans son immense sagesse, lui disait à propos des rassemblements de jeunes qui commençaient déjà à l'époque à Kiev, sous la statue de Taras Chevtchenko : « Ils prennent des attitudes nationalistes mais ce n'est pas du tout le nationalisme exclusif que nous avons connu dans notre jeunesse, c'est tout simplement une aspiration contestataire libérale qui, si elle est prise avec sagesse, ne devrait jamais déboucher sur les choses que tu crains ». Et pourtant tous les Juifs russes avaient peur des Ukrainiens ! Dans un livre désopilant des frères Weiner, on lit une anecdote où le héros, rentré ivre mort d'une virée dans Moscou, se réveille dans un cauchemar : un de ses amis est là, habillé en Petlioura (le chef nationaliste ukrainien). En fait, il porte un polo bleu et un pantalon jaune, les couleurs nationales ukrainiennes qui font encore frissonner de peur tous les Juifs russes qui se souviennent à la fois du pogrom de Kiev, le plus important réalisé avant le génocide, et bien sûr des idées de M. Bandera et de ses acolytes. Je crois que l'analyse d'Ilya Ehrenbourg reste valable.

Au moment où les gens du GRU³⁶, sans armes apparentes, avançaient en Ukraine avec la facilité la plus totale, j'ai été bouleversé par un petit reportage qui montrait un bataillon d'Ukrainiens en guenilles qui avaient été encerclés par les civils du GRU. Ils étaient là, humiliés. Et à un moment donné, ils ont tenté une sortie démonstrative avec leurs officiers, drapeau en tête. Ce drapeau n'était pas le drapeau ukrainien mais le vieux drapeau régimentaire de la guerre patriotique ! A leur manière, ils disaient : vous nous humiliez, vous nous foulez aux pieds alors que nous avons été – et que nous sommes – des vôtres.

Je ne peux pas vous dire à quel point je suis indigné de la campagne épouvantable que mènent les media russes du clan nationaliste et de la façon dont ils ont aggravé les choses. Il faut absolument arrêter ce processus autodestructeur, car il est suicidaire pour la Russie, et rétablir les choses de manière à ce que les réalités profondes, le long terme et la vie, l'emportent sur le court terme de la crise et de la mort. Ce n'est pas impossible. Un jour, je suis persuadé que la raison va l'emporter. À moyen terme c'est très probable.

À court terme, les responsabilités de l'Occident sont écrasantes dans l'aggravation de la situation. Dans un mélange de bêtise et de mauvaise foi, nous avons tout fait pour qu'on en arrive à cette situation.

Les vieilles offenses ne sont pas oubliées en Russie et elles ont de conséquences sur la politique russe.

La dernière année de Gorbatchev, les services secrets américains avaient agité très fortement la population ukrainienne alors que, à la rencontre de Malte, Bush

³⁶ GRU : Direction générale des renseignements de l'État-major des forces armées russes.

s'était engagé à ne jamais toucher aux frontières et à ne jamais faire adhérer les Pays baltes à l'OTAN. Pendant ce temps-là, la CIA avait mobilisé des effectifs considérables pour agiter le nationalisme ukrainien et toutes les vieilles officines domiciliées à Munich depuis que le général Gehlen³⁷ avait transmis tous ses actifs pour faire une nouvelle carrière dans la défense du monde libre. Mon ami Constantin Melnik³⁸, qui nous a quittés – et je ne voudrais pas faire parler les morts – s'est dit très choqué par l'attitude de ses amis de la CIA vis-à-vis du nationalisme ukrainien. Lui-même, petit-fils du médecin du Tsar, porte un nom ukrainien et chez lui patriotismes russe et ukrainien ont toujours été intimement mêlés avec un sentiment français très fort. Il n'a pas pardonné. C'est la première chose qu'il m'ait dite : Bush a délibérément mobilisé tous les effectifs qui étaient à sa disposition pour faire monter ce nationalisme ukrainien qui était évitable à ce moment-là.

C'est une responsabilité. La France n'y était pour rien mais c'est cette ligne générale qui était menée.

Il était facile ensuite de développer chez les Polonais – qui avaient le souvenir de l'appui que Piłsudski avait apporté à Petlioura³⁹ – un sentiment de revanche : cette fois-ci on allait humilier un peu les Russes, leur apprendre à vivre ! On a laissé la Pologne la bride sur le cou, en particulier quand des mouvements nationalistes comme celui des frères Kaczyński⁴⁰ ont pris les choses en main.

Certes les Russes n'ont pas été très habiles avec la Pologne pendant longtemps mais le résultat c'est qu'un groupe de revanchards polonais et lituaniens, souvent avec des passés américains importants, se sont mis depuis la « révolution orange » en demeure d'aider à l'émergence d'une Ukraine alliée à la Pologne et à la Lituanie dans une espèce de bloc occidental antirusse. C'est d'ailleurs l'idée que Piłsudski

³⁷ Reinhard Gehlen, général de brigade allemand de la Wehrmacht sous le Troisième Reich, chef du service des renseignements à l'Est en 1944. Hostile aux choix stratégiques d'Hitler, il fut proche des conspirateurs de juillet 1944. Fondateur et chef, jusqu'en 1968, du BND (services de renseignements ouest-allemand), ses agents aideront les services américains à démasquer les fonctionnaires communistes et les organismes sympathisants dans l'ensemble de l'Europe de l'Ouest. La *Gehlen Org* aurait recruté et formé, dès 1946, plus de 5 000 agents est-européens et russes anti-communistes, dont d'anciens agents nazis, qui exécutaient des opérations secrètes derrière le rideau de fer : espionnage, sabotage, et, notamment, aide aux insurgés ukrainiens qui ont continué à entraver la mainmise soviétique jusqu'en 1956.

³⁸ Constantin Melnik, décédé en 2014, fut coordonnateur des services secrets auprès du Premier ministre Michel Debré. Il était aussi géopoliticien et homme de lettres.

³⁹ En 1918, c'est avec l'aide polonaise du Maréchal Józef Piłsudski que Simon Petlioura, chef des armées de la République nationale ukrainienne, repoussa l'agression de l'Armée rouge, mais aussi de l'Armée blanche de Dénikine.

⁴⁰ PiS (*Prawo i Sprawiedliwość*) « Droit et justice », parti fondé en 2001 par Lech et Jarosław Kaczyński.

avait développée quand, après le « miracle de la Vistule »⁴¹, il avait ouvert à Varsovie un institut d'étude de l'Europe orientale. Pour les Polonais (qui se voient au centre de l'Europe) l'Europe de l'est, c'est-à-dire la Lituanie, l'Ukraine, la Biélorussie, devrait être détachée de la Russie bolchevique.

Tout cela n'est pas très engageant et nous aurions dû tout simplement siffler la fin de la récréation. Quand les monuments à la gloire de Bandera et des Volontaires (qui n'étaient pas engagés dans l'armée allemande mais dans la Waffen-SS) ont commencé à apparaître dans toute l'Ukraine occidentale, il était temps d'arrêter cette dérive épouvantable qui s'inscrit dans la tradition des Gehlen, Allan Dulles et des riches heures de la CIA des années 1950.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je rappelle que le général Gehlen, chef des services de renseignement militaire allemand pendant la Deuxième guerre mondiale, avait mis ses services à la disposition des Américains après 1945...

ALEXANDRE ADLER

... ce qui avait permis au KGB d'infiltrer un grand nombre de ses ressortissants dans les réseaux dont Gehlen était si fier ! L'action de Gehlen a été une catastrophe complète sur tous les tableaux.

Cette tendance apparue dans les éléments les plus à droite du renseignement allemand et de la droite allemande a correspondu à un vieux débat au sein de l'Allemagne de l'entre-deux-guerres entre l'école autrichienne et l'école prussienne. Les Allemands du nord ont toujours été nostalgiques de l'amitié avec les Russes, notamment avec la noblesse balte, et la plupart des hommes de la *Reichswehr* souhaitaient rétablir le dialogue avec l'armée russe, fût-elle l'Armée rouge. Au contraire, un certain parti catholique austro-bavarois a toujours développé l'idée que l'Ukraine, dont la brève existence pendant deux ans a été une épine au flanc de la Russie, valait le coup et que ce serait une très bonne chose de commencer la guerre antibolchevique par le démantèlement de l'Ukraine. C'est un combat qui s'est mené longtemps entre les deux écoles. Aujourd'hui, sans aucun doute – et c'est un grand changement –, l'école austro-bavaroise est complètement battue par le sentiment unanime des Allemands, eux-mêmes transformés par

⁴¹ Le « miracle de la Vistule » (*Cud nad Wisłą*) désigne la bataille de Varsovie (août 1920), décisive dans la guerre russo-polonaise (1919-1920), qui fut remportée par les troupes polonaises de Józef Piłsudski sur l'armée bolchevique commandée par Mikhaïl Toukhatchevski.

l'Allemagne de l'est, que l'intérêt et l'avenir de l'Allemagne exigent de bons rapports avec la Russie.

Sur ce point on constate une rencontre des opinions française, italienne et, de plus en plus, allemande pour se dégager de cette politique de provocation qui s'est développée à l'époque où l'euro était en grande difficulté et où nous avons soustrait la politique ukrainienne, que l'on considérait avec un mélange d'ignorance et de fanatisme, à nos amis polonais et lituaniens qui n'avaient certainement pas les capacités de réflexion et d'élévation d'esprit pour la mener.

Nous avons donc des responsabilités extraordinaires. Je pense à Maïdan, avec le départ précipité des ministres des Affaires étrangères à peine l'encre du compromis séchée, comme s'il n'y avait rien de plus urgent que d'abandonner le terrain ! Je pense aussi à l'attitude acritique et souvent infantile de soutien à ce gouvernement ukrainien à caractère insurrectionnel qui prenait comme première mesure l'interdiction de la langue russe, ce qui ne manque pas d'humour dans un pays où 80 % de la population ne parle que le russe ! Je sais bien que l'ukrainien est respecté et respectable mais c'est un peu comme le gaélique en Irlande : malgré tous les efforts des nationalistes irlandais, les Irlandais sont anglophones... et les Ukrainiens sont bien entendu russophones (et certains exclusivement russophones). On songe au spectacle comique de ministres ukrainiens discutant vigoureusement en russe lors d'une réunion à Moscou et rendant compte dans un ukrainien ampoulé à leur arrivée à l'aéroport de Kiev pour essayer de se conformer à la langue officielle. On utilise le terme « russophones » pour désigner des gens d'origine russe ou d'autres nationalités mais beaucoup d'Ukrainiens sont d'abord russophones : c'est en russe qu'on a écrit les lettres d'amour à sa première fiancée, c'est en russe qu'on a suivi les cours de mathématiques. Il y a autant de légitimité à qualifier de russophones la plupart des gens qui ont des noms parfaitement ukrainiens qu'à attribuer cette épithète aux autres.

Bref, il s'est produit dans cette période une espèce de basculement dans lequel l'Occident a des responsabilités écrasantes, d'autant plus qu'il a agi à l'aveugle, sans même se poser le problème de l'intégration de l'Ukraine à l'Europe et en jouant démagogiquement sur son appétence pour l'Europe dont je pense qu'elle n'était pas en elle-même dangereuse, bien au contraire.

Sur la conjoncture c'est l'ambassadeur Blanchemaison qui nous a donné toutes les clefs, c'est-à-dire que c'était une affaire d'abord de politique intérieure. Je citerai le célèbre film des années 70 : « *Moscou ne croit pas aux larmes* »⁴² pour illustrer le fait qu'en Russie, on n'aime pas l'échec. Les gens qui échouent sont en

⁴² « *Moscou ne croit pas aux larmes* », film de 1979 écrit par Valentin Tchernykh et réalisé par Vladimir Menchov. Cette comédie dramatique raconte l'histoire de trois jeunes femmes qui, comme de nombreux jeunes des villes de province, arrivent à Moscou pour y trouver de meilleures conditions de vie.

difficulté politique majeure même si leur chute peut mettre plusieurs mois selon qu'on arrivera ou non à faire émerger un consensus. Khrouchtchev était tombé deux ans jour pour jour (le 14 octobre 1964), après sa merveilleuse performance à Cuba, le temps que le cercle des dirigeants, sorte de « cercle du village », s'entende, à l'issue de parties de chasse et de discussions interminables, sur le candidat le meilleur. C'était Brejnev. Pour Gorbatchev, ce fut plus rapide (un an et demi après la chute du mur de Berlin).

Poutine a compris parfaitement qu'après le fiasco de Maïdan et l'échec total de sa tentative de remettre la Russie sous les projecteurs avec les Jeux olympiques de Sotchi, il lui restait peu de temps pour retourner l'opinion, non pas de tous les Russes mais des décideurs. Il fallait donc absolument qu'il montrât sa virilité. Et son côté « petit voyou de Leningrad », qui ne refuse jamais les bagarres même quand il est en état d'infériorité, a joué pour ce coup d'audace : la Crimée.

S'il s'en était tenu là tout le monde serait très content (« Ah, si on s'était arrêté en Crimée, tout irait mieux ! », me répètent mes amis russes). Poutine, qui avait d'abord essayé de renverser la vapeur à son profit, a vu sa popularité grandir à mesure qu'il humiliait ceux qui avaient humilié les Russes.

L'extrême-droite française voit en Poutine un joueur d'échecs redoutable, un homme fort, avec des « biscoteaux »... Mais Poutine serait battu par Gary Kasparov en quelques minutes comme il serait assommé par Klitschko en quelques secondes. Ce n'est pas un homme fort. Il s'en donne les apparences pour se sentir rassuré, « *Whistling in the dark* », comme disent les Américains : il « siffle dans l'obscurité » parce qu'il est conscient que la situation est très sérieuse. L'effondrement économique dû à la situation pétrolière a déjà des conséquences énormes qui n'ont rien à voir avec les sanctions, d'ailleurs dénoncées dès le mois de janvier. S'il ne montre pas les dents il va se retrouver dans une situation très difficile. Selon le vieil adage d'Andropov, quand il y a une manif, on en prend la tête et on déclare qu'on la dirige pour essayer de contrôler les gens.

Cela n'a pas parfaitement réussi.

Le principal danger qui aujourd'hui menace Poutine, ce ne sont pas les sanctions, ce n'est pas l'Occident, ce n'est certainement pas Porochenko (dont la seule menace effective portait sur le système dentaire de tous les Russes qui mangeaient ses ersatz de chocolat jusqu'à ce que les sanctions qui visent l'Ukraine, protègent les Russes de ce très mauvais produit...). Ce qui a menacé Poutine, ce qui le menace encore, c'est la naissance d'une « OAS » russe. C'était inévitable. Beaucoup de Russes, humiliés, rêvent de revanche.

Les tensions entre Poutine et les bandes armées du Donbass sont évidentes. Leur chef Strelkov⁴³ (venu un peu du GRU, un peu de la délinquance) qui dirigeait l'offensive, a été démis par Poutine et relégué dans une espèce d'exil intérieur d'où

⁴³ Igor Ivanovitch Strelkov, ancien militaire russe, était depuis le 12 mai 2014 commandant des forces d'auto-défense de la République populaire de Donetsk.

il ne cesse d'invectiver Poutine. L'idéologue Douguine, grand ami d'Alain de Benoist et représentant en terre russe de l'extrême-droite française, a été chassé de l'université de Moscou par Poutine à peu près au même moment. On voit aujourd'hui des anciens combattants des Corps francs du Donbass revenir à Moscou pleins d'amertume et de rancœur contre Poutine dont ils estiment qu'il a trahi.

Boris Nemtsov, martyr de la liberté, a été tué sous les fenêtres de Poutine, à côté du Kremlin où il avait un bel appartement. Personne ne peut imaginer que Poutine aurait eu la folie, la bêtise d'organiser un tel meurtre avec une telle mise en scène. Quiconque en Russie connaît un peu les choses a compris que cet assassinat était un avertissement sans frais adressé à Poutine (« Aujourd'hui, ce sale juif qui s'agitait pour tes amis ukrainiens est mort ! Pour qui la prochaine balle ? Réfléchis ! »). Ceci explique la diligence avec laquelle les services spéciaux russes ont trouvé les assassins. Chose troublante, il s'agissait de deux policiers auxiliaires de la police tchéchène créée par Kadyrov, le grand allié de Poutine. Après avoir récité de façon pâteuse un compliment faisant accroire qu'ils avaient voulu venger l'islam comme à Charlie hebdo, voyant à quel point c'était peu crédible, ils ont fini par manger le morceau. Et Poutine a fait en sorte que tout le monde comprenne bien que c'était Kadyrov qui avait fait tuer Nemtsov. En effet, Kadyrov, sorte de « multiscarte » qui envoie sur le front des tueurs tchéchènes (plus habitués à éliminer d'autres Tchéchènes) pour liquider les nationalistes et l'embryon d'armée ukrainienne qui résiste aux milices, est jusqu'au cou dans cette affaire. Depuis un certain temps, il défie ouvertement Poutine en alliance avec cette « OAS » russe.

Qui sont les chefs de ce groupe ? L'investigation est toujours nécessaire lorsqu'il est question de la Russie où rien n'est jamais tout à fait clair. Tout ce qu'on peut dire c'est qu'il y a des gens qui sont plus extrémistes que d'autres.

Or Poutine est entré dans une logique de décélération. C'est sans doute la raison du limogeage de Vladimir Iakouline, évincé de la direction de la Compagnie des chemins de fer russe (RDJ), un empire économique considérable⁴⁴. Poutine semble prendre ses distances avec les milieux les plus nationalistes.

Nous avons fait beaucoup d'erreurs. Or, si l'on en croit Keynes, quand on est dans un trou, comme nous le sommes, la recommandation première est : « *Stop digging !* » (Arrêtez de creuser !). C'est la première recommandation que j'adresserai à la France et à l'Allemagne dont il faut d'ailleurs reconnaître qu'elles ont eu des attitudes essentiellement saines et réparatrices depuis les accords de Minsk.

⁴⁴ *Rossijskie železnye dorogi* (RJD), compagnie publique des chemins de fer de Russie, exploite le deuxième plus grand réseau mondial avec près de 85 200 km de voies. L'une des plus grosses compagnies au monde, elle pèse pour environ 3,5 % dans le PIB russe et compte près d'un million d'employés.

Aujourd'hui, nous devons tendre la main aux Russes et voir comment nous pouvons sortir ensemble de cette affaire.

Pour cela, deux impératifs :

Il faut d'abord comprendre que l'avenir de l'Ukraine est avec la Russie. La bonne coopération avec l'Europe est dans la logique de l'histoire ukrainienne mais la Russie et l'Ukraine ne peuvent faire qu'un ensemble. Jouer l'Ukraine contre la Russie c'est se faire un ennemi durable de la Russie et donc annuler le facteur russe tant dans le développement européen que dans la recherche de solutions politiques au Moyen-Orient.

Il faut évidemment « changer de braquet » au Moyen-Orient et prendre la mesure historique énorme de l'accord nucléaire qui a été passé avec l'Iran. Non seulement l'Iran n'est pas un adversaire mais l'Iran et la Russie sont, doivent être, nos partenaires, notamment dans la recherche d'une stabilisation du Moyen-Orient.

Cette politique ne sera pas la politique américaine.

Souvenons-nous de l'époque où Poutine figurait de façon très intentionnelle sur les photos avec Jacques Chirac et Gerhard Schröder. Il y a eu l'esquisse d'une alliance à trois : France, Allemagne, Russie, et nous n'avons pas utilisé cette dynamique.

Je terminerai par une dernière remarque :

Longtemps la politique russe a consisté à jouer la France contre l'Allemagne et vice-versa. C'est Andropov qui s'est inscrit en faux contre cette stratégie en disant que l'avenir de la Russie était dans un dialogue permanent aussi bien avec l'Allemagne qu'avec la France. C'est ce que Gorbatchev transformera dans le slogan « maison commune européenne » qui n'a vu qu'une petite esquisse à cette époque.

Il est encore temps, puisque nous avons frôlé la catastrophe, de revenir en arrière. C'est ce que Freud appelle une anamnèse. Quand on est dans une forêt et qu'on est perdu, on revient au point où l'on a commencé à dévier et on repart d'un autre pied. C'est ce que je souhaite pour aujourd'hui.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci à Alexandre Adler qui nous a fait vivre, comme je le prévoyais, de moments tout à fait palpitants. J'ai particulièrement apprécié toute une série de notations psychologiques qui ont une grande importance. D'autre part, il a introduit une profondeur historique qui me paraît absolument nécessaire.

Étant dans un mouvement, on peut en effet se poser quelquefois la question de savoir s'il y a un retour en arrière possible.

L'Ukraine est aussi un objet géopolitique. Elle l'était à la fin de la Première guerre mondiale. On est frappé de voir que les frontières actuelles et celles d'après Brest-Litovsk se ressemblent beaucoup.

Il faut comprendre que, historiquement, l'Ukraine est un objet géopolitique différent du point de vue des Allemands et du point de vue des Américains. Pour les Américains c'est un moyen d'affaiblir la Russie. Elle l'était aussi, probablement, du point de vue des Allemands. Selon Hélène Carrère d'Encausse « *L'Ukraine est une composante, aux yeux de Mme Merkel, du paysage européen où la Russie n'a pas tout à fait sa place.* » C'est peut-être un peu abrupt mais je pense que c'est une opinion dont il faudrait discuter.

S'agissant de l'Allemagne, je ne ressens pas les choses comme Alexandre Adler. Je pense que l'Allemagne a une position beaucoup plus dure que celle qu'il a décrite. Et je souhaite qu'effectivement nous parvenions à « amollir » l'Allemagne.

Je connais un peu la manière dont s'est développé le « format de Normandie » puisque le président Hollande m'avait envoyé le 5 mai 2014, avant l'élection de Porochenko, voir Poutine que j'ai rencontré pendant 2 h 40 à Sotchi. Je dois dire que Poutine ne souhaitait pas aller au-delà de la Crimée et j'ai dans l'oreille ce qu'il m'a dit s'agissant de ses intentions quant à ce qui se passait dans l'est de l'Ukraine. Il pensait que ces problèmes devaient se résoudre à l'intérieur de l'Ukraine par la décentralisation ou par une régionalisation. Nous étions au lendemain de l'affaire d'Odessa où un certain nombre de militants pro-russes avaient péri dans la maison des syndicats incendiée par des groupes comme *Pravyi Sektor*, des groupes d'extrême-droite qui avaient le monopole du service d'ordre pendant les manifestations de Maïdan (je dispose de témoignages qui me permettent de le dire avec un grand degré de certitude).

L'Ukraine est aujourd'hui beaucoup plus grande qu'elle ne l'a jamais été. Elle comportait une partie qui était traditionnellement dans l'orbite de l'Empire austro-hongrois : la Galicie, la Volhynie, toute l'Ukraine subcarpatique et puis, de l'autre côté, une partie russophone, orthodoxe, au fond assez proche des Russes. Quand j'allais à Zaporojie (ville ukrainienne jumelée avec Belfort à l'initiative d'un de mes prédécesseurs à la mairie de Belfort, Pierre Dreyfus-Schmidt) j'avais l'impression d'être en Russie. Il est vrai que cela se passait avant la chute de l'Union Soviétique où les « identités » étaient quand même moins évidentes.

Il me semble quand même que cette crise était parfaitement évitable. Le commissaire européen de nationalité tchèque, M. Füle était chargé de l'élargissement et de la négociation des accords d'association en vertu d'un partenariat oriental dont les bases ont été jetées en 2009 pour répondre à l'initiative de Nicolas Sarkozy qui avait voulu l'UPM (Union pour la Méditerranée). Mme Merkel avait demandé que ce partenariat oriental se fit avec cinq ou six pays, dont l'Ukraine. Il est évident que le projet de zone de libre-échange qui sous-tendait cet

accord d'association se heurtait au projet d'union économique eurasiatique, projet concurrent que Poutine a développé à partir de 2010 ou 2011. On aurait pu résoudre la question si on s'était placé dans l'optique initiale qui était celle d'un espace de libre circulation de l'Atlantique au Pacifique, ce qui était l'objet du partenariat Union européenne-Russie. Mais les choses se sont passées autrement, comme en témoigne ce propos de M. Füle : « *L'Ukraine devra choisir* ».

M. Poutine m'a raconté être allé à Bruxelles en janvier 2014. Quand il a demandé à voir M. Barroso et M. Van Rompuy, il lui aurait été rétorqué : « *Ce n'est pas votre affaire, c'est une affaire qui concerne la souveraineté de l'Ukraine, vous, vous devez vous mêler de vos oignons* ». J'ai vérifié les termes auprès de l'interprète qui me les a confirmés. Et Poutine est rentré Gros-Jean comme devant.

L'opération de Ianoukovitch n'était pas un refus de l'accord d'association mais une demande de report qu'expliquait l'offre concurrente russe qui reposait sur un prêt important et sur des livraisons de gaz avec un rabais de 100 dollars pour 1000 m³. Ce n'était pas négligeable. Je dois à la vérité de dire que tout ce que j'ai entendu de la bouche de Poutine c'est qu'il ne couperait pas le gaz à l'Ukraine pendant l'hiver, qu'il laisserait s'effectuer les élections en Ukraine et que la question de Donetsk et de Louhansk devait se régler dans les frontières de l'Ukraine. Tout cela s'est concrétisé.

J'observe que lorsque Porochenko était rentré en Ukraine après la rencontre de Normandie, fut déclenchée – probablement pour des raisons qui tenaient au contexte ukrainien – une offensive « anti-terroriste » qui a abouti à un fiasco. Un premier accord de Minsk avait suivi et une deuxième offensive aboutit également à un fiasco, d'où le deuxième accord de Minsk en février 2015 où se sont impliqués François Hollande et Angela Merkel.

Maintenant, la levée des sanctions est suspendue à l'application des accords de Minsk. On voit sur le terrain que ce n'est pas si facile : il y a quelques jours des affrontements devant la Rada ont fait un mort et des dizaines de blessés. Et les 300 votes positifs à la Rada, nécessaires pour modifier la constitution, ne sont pas encore acquis. J'ajoute qu'il n'est pas simple d'organiser des élections entre des gens qui ne veulent pas se rencontrer, même s'ils ont mis leur signature en bas du même document, que j'ai vu...! Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus de contacts entre l'Ukraine et le Donbass des républiques autoproclamées. Il n'existe que deux points de passage ; toutes les pensions ont cessé d'être payées ; il n'y a plus de sécurité sociale. C'est la Russie qui assure la survie de ce bassin de population où il reste 3 millions d'habitants, 2 millions s'étant enfuis, les uns, les plus nombreux, en Russie, les autres en Ukraine.

Ce sera difficile et, au cœur de tout cela il y a l'objet géopolitique qu'est l'Ukraine dans la politique américaine. La proposition d'étendre l'OTAN à

l'Ukraine a bien existé, en 2008. La France et l'Allemagne s'y étaient alors opposées.

Je pense qu'un statut de neutralité à l'autrichienne – je parle devant l'ambassadeur Prohaska – serait peut-être une bonne solution. Mais cela suppose la volonté de faire de l'Ukraine un pays pont entre l'Europe et la Russie. Les Américains ont-ils cette volonté ? Personnellement, je n'ai pas les moyens de répondre mais ce que j'ai entendu dans certaines conversations me laisse interrogatif. Je pense que l'opinion publique allemande est ce qu'en a dit Alexandre Adler mais les prises de position d'un certain nombre de responsables, notamment patronaux, et même d'hommes politiques, sont assez dures, assez raides. Ceux qui ont une position plus compréhensive sont traités de « *Putin-Versteher* » (expression qui ne signifie pas ceux qui cherchent à comprendre ce que veut Poutine mais ceux qui ont de la complaisance pour Poutine) et ces « *Putin-Versteher* » ont été relativement marginalisés dans le débat allemand.

J'attends de voir ce que donnera la réunion prévue au début du mois d'octobre à Paris. Nous verrons ensuite si la levée des sanctions pourra intervenir au début de l'année prochaine, ce qui supposerait que les élections aient pu avoir lieu et que l'Ukraine ait pu récupérer sa frontière, toutes choses qui, malheureusement, ne sont pas encore jouées, loin de là.

J'abrège mon propos et je donne la parole à la salle pour que le débat puisse se poursuivre.

ALAIN DEJAMMET

Le professeur Sur, avec lequel je suis entièrement d'accord, a évoqué le vote de l'indépendance par la Rada de Crimée en 2014, suivi d'un référendum⁴⁵. J'ajouterai que cela s'était déjà produit à deux reprises depuis 1992⁴⁶, à une époque où Poutine

⁴⁵ Le 27 février 2014, le Parlement de la Crimée vote la tenue d'un référendum sur la question d'une autonomie renforcée vis-à-vis de Kiev ; ce référendum, dont Kiev dénonce la légalité se tient le 16 mars. Le 11 mars, le Parlement criméen proclame l'indépendance de la péninsule vis-à-vis de l'Ukraine. Le 18 mars 2014, deux jours après le référendum en Crimée qui a plébiscité un rattachement à Moscou, le président russe Vladimir Poutine signe avec les dirigeants de Crimée un accord historique sur le rattachement de cette péninsule à la Russie.

⁴⁶ Début 1992, l'Ukraine réaffirme sa pleine souveraineté sur la Crimée. Mais pour les populations russophones la Crimée, simple cadeau de Khrouchtchev à l'Ukraine soviétique, ne saurait se réduire à un *oblast* de l'Ukraine et le 5 mai 1992, la Crimée proclame sa première Constitution.

n'avait pas encore pensé à tirer parti des événements de Kiev pour essayer de se rattacher la Crimée. Donc, dès l'éclatement de l'URSS, dès l'accession de l'Ukraine à l'indépendance, la Crimée, qui était une république autonome dotée d'un parlement, a manifesté une volonté égale d'indépendance puis de rattachement à la Russie.

L'intangibilité territoriale n'est évoquée qu'en cas de modification des frontières par la force. On a évoqué la réaction des Nations Unies à propos de l'atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine par la Russie et le refus par l'Assemblée générale (le vote au Conseil de sécurité⁴⁷ s'étant heurté au veto russe) de valider ce qui s'était passé en Crimée. Mais il faut rappeler que la France avait fait la même chose en 1976 lorsqu'elle avait rattaché Mayotte à la République française alors que, l'année précédente, elle avait voté avec l'unanimité des Nations Unies en faveur de l'intégrité territoriale de l'archipel des Comores. Il y eut alors un vote de condamnation au Conseil de sécurité (auquel nous opposâmes notre veto) puis un vote à l'Assemblée générale dont le texte est beaucoup plus rude à l'encontre de la France que celui voté par une majorité de l'Assemblée générale concernant la Russie (où il faut noter toutefois l'abstention de nombreux pays qui, hostiles au geste russe, n'avaient quand même pas condamné la Russie).

Claude Blanchemaison – dont j'approuve également ce qu'il a dit, notamment son ton plutôt optimiste – a parlé de la fuite de Ianoukovitch en février. Alexandre Adler a évoqué avec raison aussi le départ précipité de ceux qui auraient dû assister à la maturation de cet accord, les trois ministres européens présents à Kiev, et qui ont déguerpi aussitôt la signature obtenue. Des journalistes observateurs qui étaient restés à Kiev en avaient été effarés⁴⁸. C'est en effet un comportement étonnant et, sur le plan de la technique diplomatique, il faut reconnaître que les diplomates américains donnent quand même des exemples tout à fait différents lorsqu'ils

En octobre 1995, le parlement de Crimée votera une nouvelle série de lois constitutionnelles, qui seront longtemps contestées par les autorités ukrainiennes, car réaffirmant et précisant l'autonomie de la Crimée.

⁴⁷ 15 mars 2014 le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est réuni pour discuter d'une proposition de résolution pour réaffirmer « *la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale* » de l'Ukraine. On a enregistré 13 votes en faveur de la résolution et une abstention (la Chine), mais, en raison du veto de la Russie, la résolution n'a pas été adoptée. Puis, le 27 mars l'Assemblée générale a adopté par vote une résolution sur « *l'intégrité territoriale de l'Ukraine* » dans laquelle elle souligne que le référendum organisé en République autonome de Crimée et dans la ville de Sébastopol, le 16 mars, n'a aucune validité.

⁴⁸ Renaud Girard a raconté lors du colloque FRP "*États-Unis - Chine : quelles relations ? Et la Russie dans tout cela ?*" du 2 juin 2014 cet épisode concernant le rôle de MM. Fabius, Steinmeier et Sikorski au moment de Maïdan.

restent à côté de ceux qui ont conclu un accord et cherchent à le faire inscrire dans les faits (je pense aux navettes de Kissinger au Moyen-Orient).

Enfin, dernier point, plusieurs d'entre vous évoquent le ton absolument inacceptable des media russes. Mais il faudrait aussi mentionner ce que nous servent les media occidentaux. Des revues académiques n'hésitent pas à parler du « *voyou Poutine* »... ce thème devenant pratiquement le cœur de doctrine de leurs articles ! Je passe sur les émissions régulières d'*Arte* où, chaque fois, sont déroulés des récits extravagants sur les origines officieuses de Poutine.

Avant les Jeux olympiques de Sotchi, toute la presse française prévoyait un désastre, un échec abominable : « Les hôtels ne sont pas prêts ... ». Or Sotchi a été apparemment une réussite... puisque personne n'en a plus parlé ensuite. Il n'y a pas eu un article dans la presse occidentale pour relever que les JO d'hiver s'étaient plutôt bien passés. Cela s'est traduit chez certains dirigeants russes par un sentiment d'humiliation assez fort qui a pu contribuer, avec les raisons avancées par Claude Blanchemaison, à ce qui s'est ensuivi.

JEAN DE GLINIASTY

Je nuancerai l'image un peu unitaire qui a été donnée de l'Ukraine. En fait, l'Ukraine est la barre de séparation entre le monde catholique et le monde orthodoxe, entre l'uniatisme et l'orthodoxie. C'est un trait fondamental qui fragilise l'unité du pays.

L'Ukraine, à l'intérieur du Dniepr, du côté russe, a été une terre de colonisation. Dans un livre très intéressant, fondateur de la littérature serbe, « *Migrations* », on voit un certain nombre d'officiers autrichiens orthodoxes échangés entre l'impératrice Élisabeth et l'impératrice Marie-Thérèse. C'était de la coopération militaire. Et on avait attribué à ces officiers et aristocrates traîneurs de sabres serbes des terres du côté de Dniepropetrovsk où un grand département s'appelait Slavyanoserbsk Ouiezd. Au détriment de qui ? On ne sait pas trop. En tout cas ils se sentaient russes.

Il a été dit que c'est l'Union Soviétique qui a apporté, en quelque sorte, leurs lettres de noblesse aux « vrais » Ukrainiens. En effet, si la noblesse balte était facilement reçue à la Cour, il y avait assez peu de noms en « ...ko » à la Cour des Tsars. On a parlé de Katchoubeï mais c'était un orthodoxe, un Russe, qui, de plus, descendait des Tatars, ce qui était un titre de gloire, déjà... En fait le peuple ukrainien a accédé au pouvoir à travers l'Union Soviétique qui, peut-être, n'attachait plus une importance si grande à ces différences entre les orthodoxes et

les catholiques qui se sont donc effacées. En tout cas, la vraie promotion du peuple ukrainien a été le fait des Soviétiques.

Je ne conteste pas le fait qu'est en train d'apparaître une nation ukrainienne. C'est évident. Les raisons historiques ont été excellemment développées. Et surtout les Russes ont fait un nombre considérable de bêtises majeures : l'abandon de la Crimée à l'Ukraine par Khrouchtchev, la façon dont s'est passée la séparation de l'Ukraine et de la Russie au début des années 90... Il faut lire les mémoires de Doubinine sur le partage de la flotte russe : au dernier moment, on réveilla Eltsine, la bouche pâteuse, parce que l'amiral demandait des instructions, et, l'instant d'après, la flotte était passée du côté russe et non pas du côté ukrainien ! Un ministre ukrainien, qui était ambassadeur d'Ukraine à Moscou racontait à table comment, alors qu'il était lui-même brillant fonctionnaire russe, chef de délégation à Genève, le ministre des Affaires étrangères russe de l'époque était venu lui dire : « Tu es très bien mais nous avons besoin de personnel au ministère des Affaires étrangères ukrainien, ils n'ont personne, il faut que tu y ailles. » L'erreur des Russes était de n'avoir pas pensé que l'indépendance entraîne une souveraineté. Nous-mêmes l'avons constaté en Afrique. C'est ainsi que ce bon fonctionnaire de l'Union Soviétique est devenu un excellent fonctionnaire et même un ambassadeur particulièrement pugnace pour l'Ukraine !

Concrètement, l'indépendance de l'Ukraine a d'ailleurs été la conséquence d'une dispute entre Gorbatchev et Eltsine. Je caricature à peine. Eltsine, en fait, a fait sauter l'Union Soviétique pour dégommer Gorbatchev de son poste de Secrétaire général. Ensuite il a dit : prenez autant d'autonomie, de liberté, que vous voudrez !... et même il a donné la Crimée à Kravtchouk qui n'en croyait d'ailleurs pas ses oreilles.

Donc, la Russie a certes fait d'énormes bêtises dans un sens et dans l'autre. Mais lors de la « révolution orange » ils ont assez bien joué, parce qu'ils ont accepté l'élection de Ioutchenko en misant sur la suite des événements. Et finalement, en 2010, Ianoukovitch, représentant du parti des régions, a été élu et il a consenti à la Russie les trois garanties essentielles pour elle : la langue russe, la neutralité vis-à-vis de l'OTAN et le renouvellement du bail sur la base de Sébastopol. Si l'Union européenne et l'Occident, les avaient pris en compte, l'Ukraine, avec l'intégrité de son territoire, y compris la Crimée, serait une sorte de pont entre la Russie et l'Europe. Malheureusement on ne les a pas pris en compte, cela a été dit. Mais Ianoukovitch, partenaire difficile pour la Russie, méprisé par Poutine, a progressivement institué la langue russe comme langue officielle (c'était une loi constitutionnelle), a garanti la neutralité vis-à-vis de l'OTAN (c'était aussi une loi constitutionnelle) et renouvelé le bail de Sébastopol jusqu'en 2042. De quoi satisfaire la Russie ! Quand j'étais en poste à Moscou, les Russes en convenaient.

Malheureusement... L'ébranlement principal fut le sommet de l'OTAN de Budapest fin 2008. S'il est vrai que l'Allemagne et la France se sont opposées au MAP (*Membership Action Plan*), elles ont laissé dans le communiqué final une phrase qui m'a été constamment rappelée, alors que je plaidais évidemment à Moscou pour la position française : « L'Ukraine a vocation à rentrer dans l'OTAN ». C'est la seule chose que les Russes aient retenue.

Ils n'ont pas su jouer de tout cela. Nous ne les avons pas aidés, nous avons fait beaucoup de bêtises au départ, nous aussi. Et nous sommes maintenant dans une situation un peu bizarre.

Après Minsk il y a eu un ressaisissement, la France a compris que ses intérêts n'étaient pas exactement les mêmes que ceux des États-Unis.

La ligne allemande n'est pas tout à fait compréhensible. Probablement est-elle est partagée entre une élite pour qui l'Ukraine est un peu un arrière-pays d'un côté et de l'autre le peuple et les hommes d'affaires... Je ne saurais dire... Quoi qu'il en soit nous n'avons pas le choix, nous devons travailler avec l'Allemagne.

Nous-mêmes nous sommes mis dans une contradiction. Nous avons lancé le processus de Minsk et c'est très bien. Nous sommes maintenant tout à fait décidés à essayer de sortir de cette impasse. Le seul problème, c'est qu'on a mis le doigt sur la gâchette des sanctions aux extrémistes des deux bords : en Ukraine, ceux qui ne veulent pas des accords de Minsk parce que, pour eux, le Donbass doit être rejeté dans les ténèbres extérieures (il doit être russe) et la frontière de l'OTAN clairement fixée. Et, du côté du Donbass, comme l'a excellemment décrit Alexandre Adler, sévit une équipe d'extrémistes très inconfortables (comme l'illustre l'élimination de Pourguine par Pouchiline) qui ne veulent pas des accords de Minsk et souhaitent le rattachement à la Russie. Et, comme par hasard, quand le Conseil européen ou le G7 se réunissent pour parler des sanctions, les bombardements reprennent, la situation se dégrade... Or nous avons fait accepter au sein du G7 et à l'Union européenne le principe que les sanctions resteront en vigueur jusqu'à l'achèvement complet du processus de Minsk. Mais il faut être lucide, ce processus de Minsk ne sera jamais achevé complètement. Il y aura toujours des provocations. C'est un « conflit gelé » qui risque d'être un peu moins gelé que les autres.

La seule façon de sortir de cette impasse où nous nous sommes enfermés en mettant le pistolet dans les mains des extrémistes des deux bords est de faire sauter les sanctions pour normaliser nos relations avec la Russie, ce qui est nécessaire, comme il a été dit ici. Il faut faire semblant, se contenter de ce que nous avons, et déclarer que les accords de Minsk sont appliqués de façon satisfaisante. C'est probablement à cela que va se résoudre la réunion du 2 octobre si vraiment on veut sortir de la crise.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Alexandre Adler et Monsieur l'ambassadeur ont mis le doigt sur le rôle des extrémistes des deux camps. D'ailleurs, dans cette affaire ukrainienne, on a le sentiment que les provocations surviennent chaque fois qu'on approche d'une solution. Il y eut Maïdan puis l'affaire très trouble du MH 17, l'avion de *Malaysia Airlines*, où rien n'est prouvé (il y a des éléments bien curieux à propos d'un chasseur ukrainien qui se trouvait à proximité). Alexandre Adler, à propos de Kadyrov qui, effectivement, joue un rôle très trouble dans la Russie d'aujourd'hui, a parlé des corps francs tchéchènes. De quel côté sont-ils ?

ALEXANDRE ADLER

Des deux ! Une partie de la police de Kadyrov a été mise à la poursuite des Tchétchènes islamistes qui eux se sont mis au service de Kadyrov...

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Exactement ! Il faut savoir qu'à côté de l'armée ukrainienne, notamment à côté des milices de Pravyi Sektor, un bataillon tchéchène, qui charge aux cris d'*Allah Akbar*, est là pour tuer du Russe !

ALEXANDRE ADLER

Kadyrov a commencé dans la contre-insurrection et aujourd'hui il y a à Moscou des gens qui le poussent à défier Poutine. Il a fait une manifestation pour la *charia* et il insulte Poutine périodiquement. On ne le sait pas – et ce n'est pas Poutine qui s'en vantera – mais il y a véritablement une politique provocatrice de Kadyrov qui ne s'expliquerait pas s'il n'avait pas des gens derrière lui à Moscou. On en connaît quelques-uns, tel Konstantin Malofeev, l'oligarque qui a acheté quatre spectacles du Puy du fou à Philippe de Villiers. Il y en a quelques autres. La fragilité de Poutine est extrême dans cette affaire. Et ses hésitations – qu'on présente faussement comme la volonté de montrer qu'il est le maître en faisant poireauter M. Hollande et Mme Merkel – révèlent qu'il a mesuré avec beaucoup d'inquiétude la gravité de la situation car il va maintenant « à la bagarre » avec des gens que j'appelle de manière pédagogique les « OAS russes ». Le colonel Trinquier ou le colonel Garde ont été des officiers de l'Armée française avant d'être des

subversifs, quelques Russes les valent bien... et, comme d'habitude, je retrouve le GRU qui, pendant les années où Andropov cherchait à sortir la Russie de son isolement, jouait contre toute la politique d'apaisement.

GEORGES NIVAT

Je ne partage pas l'optimisme que nous avons entendu dans certains propos.

Comme je l'ai dit en conclusion de mon intervention, des générations russophobes sont en train de se former en Ukraine. Le Maïdan ne fut pas un simple jeu. Tous les étudiants, tous les professeurs de l'académie Mohyla étaient sur place. Le service d'ordre n'avait pas été confié aux gens du *Pravyi Sektor* mais ceux-ci s'étaient imposés parce que ces universitaires ne savaient pas combattre, ne savaient pas tenir une arme. Bien entendu, il y eut en face pas mal de provocations.

Si je ne suis pas très optimiste, c'est aussi parce que, du côté ukrainien, un jour ou l'autre, la façade actuelle va tomber. Dans ce pays, qui, aujourd'hui, s'exprime d'une façon beaucoup plus libre que la Russie, le pluralisme religieux - uniatisme, catholicisme et orthodoxie - avec trois juridictions concurrentes, représente un élément plutôt positif. Mais l'alliance Porochenko - Iatseniouk va un jour ou l'autre tomber. En effet, le président Porochenko est un « soviétique » qui peut s'entendre avec le président Poutine - ils se téléphonent régulièrement, paraît-il – mais le premier ministre Iatseniouk, natif de Tchernivtsy, est d'une autre Ukraine, qui n'a été russe que depuis les accords Molotov-Ribbentrop. Il représente l'Ukraine qui veut être ukrainienne, comme l'Irlande a voulu être irlandaise. Nationalisme et langue du peuple sont d'ailleurs deux problèmes différents, et les Irlandais, je vous le rappelle, n'ont pas réussi à ressusciter leur langue tandis que les Ukrainiens l'ont fait.

Alexandre Adler a parlé du jeu dangereux entre Kadyrov et Poutine. On entend dire aujourd'hui à Moscou que la Russie, à nouveau, paye son « tribut » aux Tatars et que ce tribut va aujourd'hui à M. Kadyrov. Le lendemain de l'arrestation des deux assassins de Boris Nemtsov, il faisait l'éloge de ces deux policiers auxiliaires tchéchènes. L'abcès tchéchène est peut-être en train de se retourner cruellement contre le président actuel.

Difficile dans ces conditions d'être optimiste vis-à-vis du problème.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je me permets de dire avec Alexandre Adler que l'avenir de l'Ukraine, du point de vue de l'Europe, devrait être traité avec la Russie, c'est-à-dire qu'on ne devrait

pas encourager l'Ukraine à entrer dans l'Union européenne, donc dans l'OTAN, en reléguant la Russie dans les espaces eurasiatiques. C'est une vision qui n'augure pas un avenir pacifique. Mais il me semble que c'est une perspective qui est présente dans certains esprits, ce qui ne rajoute pas à l'optimisme ambiant.

FRANCIS GUTMANN

Le consensus entre les différents intervenants est assez frappant.
Il y a toutefois un point que – par pudeur ? – personne n'a évoqué : comment se fait-il que la France n'ait eu depuis 1989 aucune politique russe, aucune vision géopolitique ? Serions-nous fatigués à ce point ?

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

C'est en effet une question.
Comme l'a dit justement Alexandre Adler, le Conseil européen, ou le conseil des ministres compétents, occupé à traiter d'autres problèmes, n'a pas exercé une grande vigilance sur ce qui se passait dans la négociation du partenariat oriental et ce problème est resté mineur pratiquement jusqu'au sommet de Vilnius de novembre 2013. C'est à ce moment-là que les choses ont commencé à se cristalliser.
Toutefois, certaines sphères étaient gagnées par une russophobie qui n'aidait pas au développement d'une politique étrangère où la Russie aurait eu particulièrement sa place. J'ai souvent alerté nos autorités sur ce qui me paraissait être en effet assez inquiétant. Aujourd'hui il faut essayer de trouver une issue favorable. Ce n'est pas évident mais je veux croire que la France, si elle avait l'initiative, pourrait peut-être encore dégager un espace, une issue favorable.

ALEXANDRE ADLER

La France a, à Moscou, des capacités de se faire entendre très supérieures à celles de tous les autres membres de l'Union européenne. Même quand les Russes se déclarent déçus par la France, ou mécontents, en réalité la France a cette possibilité.
Si l'Allemagne ne l'a pas c'est que, pendant les cinquante dernières années, nous avons voulu qu'elle n'ait pas de capacités diplomatiques. Succès complet ! Les Allemands considèrent que la diplomatie consiste à faire aimer les produits allemands. J'étais même abasourdi devant l'incapacité des Allemands à proposer

des solutions. Je pensais que Schröder parlerait. Il est allé à l'anniversaire de Poutine mais il n'a rien fait. Steinmeier lui-même n'est pas capable de développer une politique (il se fait traiter de *Putin-Versteher* à la tribune). La diplomatie s'apprend et les Allemands, si on excepte la réunification, n'en ont eu aucune pratique depuis fort longtemps et ils n'ont pas d'idées très profondes. Le seul pays qui intéressait l'Allemagne à l'époque d'Helmut Schmidt était le Togo parce que le président de la République togolaise, Nicolas Grunitzky, était lui-même un métis germano-africain dont le père avait été pasteur luthérien, ce qui avait enthousiasmé Genscher quand il l'avait appris. Ils veulent aussi revenir en Namibie sans voir que l'affaire des Hereros⁴⁹ a laissé des traces dans les esprits... Voilà, c'est tout ce qu'ils pensent de l'Afrique ! Je ne dis pas cela par mépris, au contraire, j'ai beaucoup d'affection pour les Allemands, mais ils ne savent pas !

La France, en revanche, a encore des instruments, elle sait faire. Encore faut-il une volonté politique.

Il faut faire taire un certain nombre d'organes en France et ridiculiser quelques idéologues, ce que le Général de Gaulle savait faire sans avoir besoin d'embaïster les gens.

ANTON PROHASKA

L'Autriche a eu des contacts avec les dirigeants ukrainiens, en fait avec toutes les parties au conflit, pour leur exposer ou leur rappeler la manière dont nous avons réussi à récupérer notre pleine indépendance et à nous libérer de l'occupation, notamment de l'occupation soviétique, après 1945 ; d'après ce que sais, en plus de parler à toutes les parties, nous avons envoyé à Kiev deux experts en droit international chargés de montrer comment l'adoption unilatérale d'un statut de neutralité militaire pourrait contribuer à un apaisement sinon à une solution du conflit . (N.B. la neutralité autrichienne est purement militaire et ne l'engage pas sur le plan idéologique⁵⁰ où l'Autriche depuis toujours s'est rangée dans le camp

⁴⁹ En juillet 2015, annonçant la préparation d'une déclaration conjointe avec la Namibie, le gouvernement d'Angela Merkel, pour la première fois, a déclaré de manière officielle que « la guerre d'extermination menée en Namibie entre 1904 et 1908 était un crime de guerre et un génocide ». En effet, Le 12 janvier 1904, la révolte des Hereros contre les colons allemands qui occupaient leur territoire, le Sud-Ouest africain (aujourd'hui la Namibie), avait entraîné une répression d'une brutalité extrême des Allemands qui exterminèrent la presque totalité du peuple herero.

⁵⁰ Le 26 octobre 1955 alors que le dernier soldat allié avait quitté le pays, le parlement autrichien a adopté une loi constitutionnelle sur la neutralité permanente (c'est la raison pour laquelle la date du 26 octobre a été choisie comme celle de la fête nationale autrichienne). Ainsi l'Autriche soulignait-elle qu'elle n'était pas « neutralisée » mais qu'elle choisissait ce statut de son plein gré, se réservant ainsi le soin de donner vie à ce statut

occidental). Mais ces exposés n'avaient pas trouvé d'écho auprès de nos interlocuteurs...

Evidemment, la solution à l'autrichienne aurait été en conflit avec les paragraphes de convergence de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne qui incluent, dans l'harmonisation voulue, la politique de sécurité et de défense. Cette référence plus ou moins directe à l'OTAN a certainement contribué à faire allumer les clignotants rouges à Moscou et déclenché leur politique plus « énergique ».

L'acharnement de nos amis transatlantiques dans cette affaire peut aussi s'expliquer par leur hargne de voir Edward Snowden couler des jours heureux à Moscou. Son asile en Russie est en effet impardonnable à leurs yeux.

ALEXANDRE ADLER

Permettez-moi de rappeler que Hrouchevsky, grand esprit qui restaura la littérature ukrainienne, était aussi un agent de la monarchie et c'est le gouvernement de Vienne qui avait créé la première chaire de « littérature ukrainienne » (un mot que Hrouchevsky n'employait pas). C'était conçu à ce moment-là par le *Ballplatz*, (comme disait Norpois⁵¹), comme une véritable réponse aux menées permanentes panslaves des Russes en Bohême.

ANTON PROHASKA

Les relations de l'Autriche avec la partie occidentale de l'Ukraine restent vivantes, en ce sens que les provinces historiques de la Bucovine (capitale Czernowitz) et de la Galicie et Lodométrie (capitale Lwow/Lwif/Lemberg) ont fait partie de l'empire des Habsbourg pendant environ 140 ans, jusqu'en 1918, à comparer avec les 25 ans de l'Ukraine indépendante. C'est dire que cette partie de l'Ukraine a certainement des racines profondes en Europe, comme le montre le nombre impressionnant de personnalités culturelles et politique issues de cette région qui ont joué et jouent encore un rôle dans l'histoire européenne et internationale, de Stanislas Leszczyński, duc de Lorraine jusqu'à l'actuel premier

juridique et de l'interpréter indépendamment de toute contrainte extérieure. Évidemment, cette déclaration arrivait à la fin de négociations complexes qui avaient abouti à la signature du traité d'État du 15 mai 1955 qui ne fait pas référence au statut de neutralité.

⁵¹ ... « *cet éternel double jeu qui est bien dans la manière du Ballplatz* », c'est ce qu'écrivait M. de Norpois (personnage de « *La recherche du temps perdu* » de Marcel Proust) dans sa *Revue diplomatique* (« *À ces expressions le lecteur profane avait aussitôt reconnu et salué le diplomate de carrière* » ajoutait le narrateur). [citations extraites de la Partie 1 de « *A l'ombre des jeunes filles en fleurs* (1918)]

ministre de l'Ukraine Arseni Iatseniouk. Je pourrais encore citer Joseph Roth, avec son *Radetzkmarsch (La Marche de Radetzky)*, Leopold Weiss, figure extraordinaire qui, sous le nom de Muhammed Assad, devint conseiller du roi Ibn Saoud et de Muhammed Ali Jinnah au Pakistan, Sacher-Masoch, Simon Wiesenthal, Adam Schaff, philosophe, Paul Celan, écrivain, Ludwig von Mises, économiste etc.)

C'est pour cela que nous suivons avec intérêt et émotion ce qui se passe dans cette région si riche en talents humains.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Pour conclure, je citerai les mots prononcés par Otto de Habsbourg à Altkirch, petite ville proche de Belfort, dans le superbe discours qu'il nous administra à l'occasion du 700^{ème} anniversaire de l'Autriche, où il avait battu le rappel de tout ce qui comptait comme notables dans les environs. Il y évoquait « *la catholicité de l'Alsace jusqu'aux confins de l'Ukraine* » !

Je remercie vivement les intervenants qui, à la tribune et dans la salle, nous ont brillamment éclairés sur ce sujet difficile.

PUBLICATIONS RECENTES

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA REFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THEORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS EMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

OCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2013

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Colloque du lundi 11 février 2013

NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI

Colloque du mardi 21 mai 2013

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL

Colloque du lundi 17 juin 2013

LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Colloque du lundi 16 septembre 2013

L'EXCEPTION CULTURELLE

Colloque du lundi 14 octobre 2013

REFAIRE L'EUROPE ?

APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE

Colloque du lundi 2 décembre 2013

L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

LE MAGHREB ET SON NORD

Colloque du lundi 17 février 2014

GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?

Colloque du lundi 31 mars 2014

LA GUERRE DES MONNAIES ?

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ETATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?

Colloque du lundi 23 juin 2014

LA RUSSIE EN EUROPE

Colloque du mardi 23 septembre 2014

RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE

Colloque du lundi 28 octobre 2014

LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

Colloque du lundi 8 décembre 2014

QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Colloque du lundi 15 décembre 2014

L'INGERENCE

Colloque du lundi 19 janvier 2015

LA FRANCE ET LA REPUBLIQUE FACE A LA RADICALISATION

Colloque du lundi 9 mars 2015

**L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?
LE NOUVEAU TEST DE LA GRECE**

Colloque du lundi 13 avril 2015

QUEL MODELE DE REINDUSTRIALISATION POUR LA FRANCE ?

Table ronde du lundi 1^{er} juin 2015

**LE MOYEN-ORIENT
DANS LA POLITIQUE ETRANGERE DES PUISSANCES**

Colloque du lundi 29 juin 2015

L'UKRAINE

Table ronde du lundi 14 septembre 2015

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et Pierre Hess, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, allocataire de recherche et moniteur d'enseignement supérieur, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, doctorant-allocataire de recherche au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Le Royaume-Uni et l'Europe ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **Pour les marchés, le risque sur la dette française reste sept fois plus important qu'avant la crise** » (tribune parue dans La Tribune le 8 octobre 2014)
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- **Quelles alternatives pour sortir du piège de l'euro ?**, note de lecture du livre de Hans-Werner Sinn « *The Euro Trap : on bursting bubbles, budgets and beliefs* » (Oxford university press, 2014) par Sébastien Sibai.
- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « *Le Choc des Empires* » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Stratégie électorale: It's the people, stupid!**, note de lecture de « *Porte à porte, reconquérir la démocratie sur le terrain* » de **Guillaume Liegey, Arthur Muller et Vincent Pons** (Calmann-Lévy, avril 2013), par Julien Landfried, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, parue sur le Huffington Post, le 23 mai 2013.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en octobre 2015